

**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS BOARD**

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
EN PROCEDURE D'URGENCE
N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 DU 29/12/2023
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE PLANTATION D'ARBRES
EN ALIGNEMENT SUR CERTAINES VOIES PRINCIPALES DE LA
VILLE DE YAOUNDE (ENTRE LE ROND-POINT AHALA ET LE
LIEU-DIT BARRIERE AHALA).**

FINANCEMENT: BUDGET CUY, EXERCICE 2023 ET SUIVANT

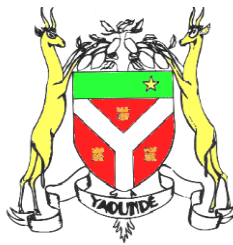
**IMPUTATION: LIGNE 221 120 (AMENAGEMENT DES JARDINS,
PLACES PUBLIQUES, ESPACES VERTS Etc.)**

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

DECEMBRE 2023

SOMMAIRE :

SOMMAIRE :	2
PIÈCE N° 1: AVIS D'APPEL D'OFFRES	3
VERSION FRANÇAISE	Erreur ! Signet non défini.
PIÈCE N° 2: REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES	15
PIÈCE N° 3: REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES	37
PIÈCE N° 4: CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	47
Chapitre I: Généralités	50
PIÈCE N° 5: CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	62
PIÈCE N° 6: BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (BPU)	82
PIÈCE N° 7: DETAILS QUANTITATIFS ET ESTIMATIFS (DQE)	86
PIÈCE N° 8: CADRE DU SOUS-DETAIL DES PRIX	88
PIÈCE N°9: MODELE DE MARCHE	91
PIÈCE N°10: FORMULAIRES ET MODELES A UTILISER	97
PIÈCE N°11 : JUSTIFICATIFS DES ETUDES PREALABLES.	109
PIÈCE N°12 : LISTE DES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS AUTORISES A ÉMETTRE DES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS	110



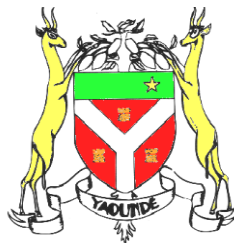
COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES INTERNAL TENDERS BOARD

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
EN PROCEDURE D'URGENCE
N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 DU 29/12/2023
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE PLANTATION D'ARBRES
EN ALIGNEMENT SUR CERTAINES VOIES PRINCIPALES DE LA
VILLE DE YAOUNDE (ENTRE LE ROND-POINT AHALA ET LE
LIEU-DIT BARRIERE AHALA).**

FINANCEMENT: BUDGET CUY, EXERCICE 2023 ET SUIVANT

**IMPUTATION: LIGNE 221 120 (AMENAGEMENT DES JARDINS,
PLACES PUBLIQUES, ESPACES VERTS Etc.)**

PIÈCE N° 1: AVIS D'APPEL D'OFFRES



COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 DU 29/12/2023

POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE PLANTATION D'ARBRES EN ALIGNEMENT SUR CERTAINES VOIES PRINCIPALES DE LA VILLE DE YAOUNDE (ENTRE LE ROND-POINT AHALA ET LE LIEU-DIT BARRIERE AHALA)

Financement : Budget de la Communauté Urbaine de Yaoundé, Exercices 2023 et suivants

1. Objet de l'Appel d'Offres

En vue de concrétiser la vision du Maire de la Ville de Yaoundé, à savoir « Faire de la Ville de Yaoundé une ville Verte et Ecologique », la Mairie de la Ville de Yaoundé souhaite réaliser des travaux relatifs à la plantation des arbres en alignement le long de certaines voies principales dans la Ville de Yaoundé.

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent:

- L'installation de chantier, incluant notamment :
 - L'amené et le repli de matériel ;
 - L'ingénierie sociale et la sensibilisation ;
 - La construction d'un abri provisoire de chantier ;
 - La fabrication et la pose des plaques de chantier ;
 - L'élaboration du projet d'exécution.
- La fourniture et la pose des grandes plaques signalétiques sur l'itinéraire de plantation ;
- La fourniture et la pose des petites plaques signalétiques sur l'itinéraire de plantation ;
- Le désherbage initial du site en vue des opérations de reboisement et plantations des arbres ornementaux au niveau de l'échangeur d'Ahala ;
- Le creusage des fosses de plantation et l'évacuation des terres compactés au niveau des bandes de plantation en alignement ;
- La construction des bordures sécuritaires autour des trous destinés à la plantation des arbres en alignement ;
- Le regarnissage des fosses de plantation en bonne terre végétale ;
- La fourniture et la plantation des arbres en alignement ;
- La fourniture et la plantation des arbres en reboisement, ainsi que la fourniture et la plantation des arbres d'ornement au niveau des ilots de l'échangeur d'Ahala ;

- La fabrication et la pose des gardes de protection autour des arbres plantés en alignement ;
- La fabrication et la pose d'unités artisanales d'arrosage par goutte à goutte ;
- L'entretien des plantations sur une période de neuf mois :
 - L'entretien mensuel de tous les arbres, incluant l'arrosage et diverses taches ;
 - Le désherbage du site (bimensuel) ;
 - Le remplacement des plants ayant dépéris ;
 - La prophylaxie et le traitement phytosanitaire des arbres.

3. Durée des travaux

La durée des travaux prévue par le Maître d'Ouvrage pour les prestations est de douze (12) mois, dont notamment trois (03) mois pour la phase de plantation et neuf (09) mois pour la phase d'entretien.

4. Allotissement

Les travaux objet du présent appel d'offres constituent un lot unique.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de soixante millions francs (60 000 000) FCFA TTC.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises spécialisées dans la réalisation des travaux d'aménagement paysagers ou de foresterie urbaine.

7. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne ou hors ligne.

8. Financement

La prestation objet du présent appel d'offres sera financé par le budget de la Communauté Urbaine de Yaoundé, Exercices 2023 et suivants, la ligne 221 120 (Aménagement des jardins, places publiques, espaces verts, etc.).

9. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances d'un montant d'un million de francs (1 000 000) de francs CFA, valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Sous-Direction des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Yaoundé, 2^{ème} étage du bâtiment principal de l'Hôtel de ville de Yaoundé, porte 223, dès publication du présent avis dans le journal des marchés. La

version électronique du DAO peut être consultée sur le site de l'ARMP ou sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublic.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

11. Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu à la Sous-Direction des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Yaoundé, 2^{ème} étage du bâtiment principal de l'Hôtel de ville de Yaoundé, dès publication du présent avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) francs FCFA payable au Compte d'affectation spécial CAS-ARMP n°335988 des agences BICEC.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne et/ou hors ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

13. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en anglais ou en français et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir à la Sous-Direction des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Yaoundé, 2^{ème} étage du bâtiment principal de l'Hôtel de ville de Yaoundé, au plus tard le **06/02/2024 à 13 heures** et déposée contre récépissé. Elle devra porter la mention suivant :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 DU 29/12/2023**

**POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE PLANTATION D'ARBRES EN
ALIGNEMENT SUR CERTAINES VOIES PRINCIPALES DE LA VILLE DE
YAOUNDE (ENTRE LE ROND-POINT AHALA ET LE LIEU-DIT BARRIERE
AHALA).**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

14. Recevabilité des offres

Les offres devront respecter le mode de séparation des offres administrative, technique et financière.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment, l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque ou une assurance de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur.

Elles devront obligatoirement être datées de moins de trois (03) mois à la date initiale de remise des offres.

15. Ouverture des plis

L'ouverture des plis, qui se fera en un temps par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Communauté Urbaine de Yaoundé, aura lieu le **06/02/2024 à 14 heures** dans les bâtiments abritant la CIPM, Rue Elig-Belibi (Rue du PADY).

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne dûment mandatée de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

La Commission Interne de Passation des Marchés compétente établira séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la composition des offres et les montants de la soumission.

16. Critères d'évaluation

L'évaluation de la qualité des offres techniques sera faite de manière binaire (oui/non) sur la base des critères ci-dessous :

16.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont :

- 1) Absence ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des offres ;
- 2) Absence d'une pièce administrative autre que la caution de soumission quarante-huit (48) heures après l'ouverture des offres ;
- 3) Non-conformité d'une pièce administrative 48h après notification du soumissionnaire ;
- 4) Plus d'un critère essentiel non satisfaisant ;
- 5) Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- 6) Non production d'une capacité financière d'au moins trente millions (30 000 000)

francs CFA.

16.2. Critères essentiels

Les critères essentiels qui seront évalués de façon binaire portent sur:

- a) Les références techniques du soumissionnaire pour des travaux d'aménagement paysagers ou de foresterie urbaine ;
- b) La qualité de la note méthodologique ;
- c) Le personnel clé ;
- d) Les moyens matériels ;
- e) Preuve d'acceptation des conditions du marché (cahier des clauses administratives particulières (CCAP) paraphé à chaque page, daté, signé et cacheté à la dernière page et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) paraphées à toutes les pages et signées, cachetées et datées à la dernière page).

17. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre techniquement qualifiée sera évaluée la moins disante.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres durant quatre-vingt-dix jours (90) pour compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Sous-Direction des marchés publics de la Communauté urbaine de Yaoundé, 2ème étage du bâtiment de l'Hôtel de Ville de Yaoundé.

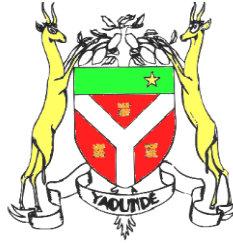
N.B: pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au 1517.

Fait à Yaoundé, le **29/12/2023**

Ampliations :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- Président CIPM/CUY ;
- Sous-Direction des Marchés Publics/CUY ;
- Affichage ;
- JDM

ENGLISH VERSION



INTERNAL TENDERS BOARD

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY
PROCEDURE N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 OF 29/12/2023
FOR THE EXECUTION OF TREES PLANTING WORKS IN ALIGNMENT ON
CERTAIN MAIN ROADS OF THE CITY OF YAOUNDE (BETWEEN THE AHALA
ROUNDAABOUT AND THE PLACE CALLED BARRIERE AHALA)
FINANCING : Budget of the Yaounde City Council, 2023 and following year**

1. Purpose of the Invitation to Tender

In order to realize the Vision of the Yaounde City Mayor, namely "Making of the City of Yaoundé a Green and Ecological City", the Yaounde City Council wishes to carry out work relating to the planting of trees in alignment along certain main roads in the City of Yaoundé.

2. Nature of works

The works covered by this invitation to tender are as follows:

- Site installation, including in particular:
 - Bringing and removing equipment;
 - Social engineering and awareness raising;
 - The construction of a temporary construction site shelter;
 - The manufacture and installation of site plates;
 - Developing the execution project.
- The supply and installation of large nameplates on the planting route;
- The supply and installation of small nameplates along the planting route;
- Initial weeding of the site in preparation for reforestation operations and planting of ornamental trees at the Ahala interchange;
- Digging of planting pits and evacuation of compacted soil at the level of aligned planting strips;
- The construction of safe borders around holes intended for planting trees in alignment;
- Relining planting pits with good topsoil;
- The supply and planting of trees in alignment;
- The supply and planting of reforestation trees, as well as the supply and planting of ornamental trees at the Ahala interchange islands;
- The manufacture and installation of protective guards around trees planted in alignment;
- The manufacture and installation of artisanal drip irrigation units;

- Maintenance of plantations over a period of nine months:
 - Monthly maintenance of all trees, including watering and various tasks;
 - Weeding of the site (bimonthly);
 - Replacement of plants that have died;
 - Prophylaxis and phytosanitary treatment of trees.

3. Duration of works

The duration of works planned by the Contracting Authority for the services is twelve (12) months, including three (03) months for the planting phase and nine (09) months for the maintenance phase.

4. Allotment

The works covered by this invitation to tender constitutes a single lot.

5. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is sixty million (60,000,000) CFAF, inclusive of all taxes.

6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to companies specializing in carrying out landscaping or urban forestry work.

7. Mode of submission

The mode of submission for this consultation is offline or online

8. Financing

The service subject to this invitation to tender will be financed by the budget of the Yaounde City Council, 2023 and subsequent financial years, Budget head 221 120 (Development of gardens, public squares, green spaces, etc.).

9. Provisional bond

Each bidder must attach to their administrative documents, a bid bond established by an establishment approved by the Minister of Finance and listed in Exhibit 12 of the Bidding document, in the amount of one million (1,000,000) CFA francs, valid for thirty (30) days beyond the date of validity of the tenders.

10. Consultation of the Tender File

The file can be consulted during working hours at the Sub-Directorate of Public Contracts of the Yaoundé Urban Community, 2nd floor of the main building of the Yaoundé City Hall, as soon as this notice is published in the market newspaper. The electronic version of the DAO can be consulted on the ARMP website or on the COLEPS platform at <http://www.marchespublic.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

11. Acquisition of the Tender File

The file can be obtained during working hours at the Sub-Directorate of Public Contracts of the Yaounde City Council, 2nd floor of the Yaounde Town Hall, upon publication of this notice, against payment of a non-refundable sum of fifty thousand (50,000) CFA francs, payable to the CAS account opened by the Public Contracts Regulatory Agency in BICEC branches.

12. File size and format

For the online submission, the maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are the following:

- 5 MB for the Administrative Offer ;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The applicant should use compression software to reduce the size of the files to be transmitted.

13. Submission of offers

Each tender, written in English or French and in seven (07) copies of which one (01) original and six (06) copies marked as such, must reach the Sub-Directorate of Public Contracts of the Yaounde City Council, 2nd floor of the main building of the Yaounde Town Hall door 223, no later than **06/02/2024 at 1 p.m.** and deposited against a receipt. It should be marked as follows :

**“OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY
PROCEDURE N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 OF 29/12/2023
FOR THE EXECUTION OF TREES PLANTING WORKS IN ALIGNMENT ON
CERTAIN MAIN ROADS OF THE CITY OF YAOUNDE (BETWEEN THE AHALA
ROUNDAABOUT AND THE PLACE CALLED BARRIERE AHALA)”**

"To be opened only at the opening session".

14. Admissibility of offers

Bids must comply with the method of separation of administrative, technical and financial bids.

Any bid that does not comply with the requirements of this Notice and the Bidding Documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond drawn up in accordance with the model proposed in the Tender file and issued by a first-class bank or

insurance company approved by the Ministry in charge of Finance, valid for thirty (30) days beyond the period of validity of the bids.

The required administrative documents must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department, otherwise they will be rejected.

They must be less than three (03) months old at the initial date of submission of the offers.

15. Opening of bids

The opening of the bids, which will be done in one time by the Internal Tenders Commission of the Urban Community of Yaoundé, will take place on the **06/02/2024 at 2 p.m.** in the buildings housing the CIPM, Rue Elig-Belibi (Rue du PADY).

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice who has perfect knowledge of the file.

The competent Internal Tenders Commission will draw up a report of the opening of the bids which mentions the composition of the offers and the amounts of the tender.

16. Evaluation criteria

The evaluation of the quality of the technical offers will be done in a binary way (yes/no) on the basis of the following criteria:

16.1. Eliminary Criteria

The eliminary criteria stand as follows:

- 1) The absence or non-conformity of the bid bond at the bid opening;
- 2) Absence of an administrative document other than the bid bond forty-eight (48) hours after the opening of tenders;
- 3) Non-conformity of an administrative document 48 hours after notification of the tenderer;
- 4) More than one essential criterion not met;
- 5) False declaration or falsified documents;
- 6) Production of a financial capacity of at least thirty million (30,000,000) CFA francs.

16.2. Essential criteria

The essential criteria for the qualification of candidates will be as follows:

- a. The tenderer's similar references (experience in the field);
- b. key personnel;
- c. Work equipment;
- d. Work methodology;

- e. Proof of acceptance of the terms of the contract (Special Conditions of Contract initialled on each page, dated, signed and stamped on the last page and the Special Technical Conditions initialled on all pages and signed, stamped and dated on the last page.

17. Award of the contract

The contract will be awarded to the tenderer whose technically qualified tender will be evaluated with the lowest price.

18. Period of Validity of Tenders

Tenderers shall remain bound by their tenders for ninety (90) days from the deadline for the submission of tenders.

19. Additional Information

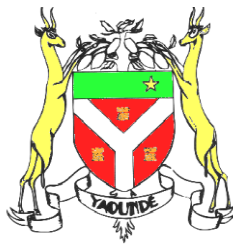
Additional information can be obtained during working hours at the Sub-Directorate of Public Contracts of the Yaoundé City Council, 2nd floor of the Yaoundé Town Hall.

N.B.: For any attempt of corruption or malpractice, please call CONAC at 1517.

Yaounde, the **29/12/2023**

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- President of CIPM/YCC ;
- Sub-directorate of Public Contracts/YCC ;
- Posting;
- JDM



COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES INTERNAL TENDERS BOARD

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
EN PROCEDURE D'URGENCE
N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 DU 29/12/2023
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE PLANTATION D'ARBRES
EN ALIGNEMENT SUR CERTAINES VOIES PRINCIPALES DE LA
VILLE DE YAOUNDE (ENTRE LE ROND-POINT AHALA ET LE
LIEU-DIT BARRIERE AHALA).**

FINANCEMENT: BUDGET CUY, EXERCICE 2023 ET SUIVANT

**IMPUTATION: LIGNE 221 120 (AMENAGEMENT DES JARDINS,
PLACES PUBLIQUES, ESPACES VERTS Etc.)**

PIÈCE N° 2: REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES

Table des matières

<u>PIÈCE N° 2: REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES</u>	15
A. GÉNÉRALITÉS.....	18
ARTICLE 1 : PORTÉE DE LA SOUMISSION.....	18
ARTICLE 2 : FINANCEMENT.....	18
ARTICLE 3 : FRAUDE ET CORRUPTION	18
ARTICLE 4 : CANDIDATS ADMIS À CONCOURIR.....	19
ARTICLE 5 : MATÉRIAUX, MATÉRIELS, FOURNITURES, ÉQUIPEMENTS ET SERVICES AUTORISÉS	19
ARTICLE 7 : VISITE DU SITE DES TRAVAUX.....	20
B. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	21
ARTICLE 8 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	21
ARTICLE 9 : ÉCLAIRCISSEMENTS APPORTÉS AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES ET RECOURS	22
ARTICLE 10 : MODIFICATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	22
C. PRÉPARATION DES OFFRES	22
ARTICLE 11 : FRAIS DE SOUMISSION	22
ARTICLE 12 : LANGUE DE L'OFFRE	23
ARTICLE 13 : DOCUMENTS CONSTITUANT L'OFFRE	23
ARTICLE 14 : MONTANT DE L'OFFRE	24
ARTICLE 15 : MONNAIES DE SOUMISSION ET DE RÈGLEMENT.....	25
ARTICLE 16 : VALIDITÉ DES OFFRES.....	26
ARTICLE 17 : CAUTION DE SOUMISSION	26
ARTICLE 18 : PROPOSITIONS VARIANTES DES SOUMISSIONNAIRES.....	27
ARTICLE 19 : RÉUNION PRÉPARATOIRE À L'ÉTABLISSEMENT DES OFFRES.....	27
ARTICLE 20 : FORME ET SIGNATURE DE L'OFFRE	28
D. DÉPÔT DES OFFRES	28
ARTICLE 21 : CACHETAGE ET MARQUAGE DES OFFRES	28
ARTICLE 22 : DATE ET HEURE LIMITES DE DÉPÔT DES OFFRES	29
ARTICLE 23 : OFFRES HORS DÉLAI	29
ARTICLE 24 : MODIFICATION, SUBSTITUTION ET RETRAIT DES OFFRES	29
E. OUVERTURE DES PLIS ET ÉVALUATION DES OFFRES.....	30
ARTICLE 25 : OUVERTURE DES PLIS ET RECOURS.....	30
ARTICLE 26 : CARACTÈRE CONFIDENTIEL DE LA PROCÉDURE.....	31

ARTICLE 27 : ÉCLAIRCISSEMENTS SUR LES OFFRES ET CONTACTS AVEC L'AUTORITÉ CONTRACTANTE	31
ARTICLE 28 : DÉTERMINATION DE LA CONFORMITÉ DES OFFRES	32
ARTICLE 29 : QUALIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE	32
ARTICLE 30 : CORRECTION DES ERREURS.....	32
ARTICLE 31 : CONVERSION EN UNE SEULE MONNAIE	33
ARTICLE 32 : ÉVALUATION ET COMPARAISON DES OFFRES AU PLAN FINANCIER.....	33
ARTICLE 33 : PRÉFÉRENCE ACCORDÉE AUX SOUMISSIONNAIRES NATIONAUX	34
ARTICLE 34 : ATTRIBUTION.....	34
ARTICLE 35 : DROIT DE L'AUTORITÉ CONTRACTANTE DE DÉCLARER UN APPEL D'OFFRES INFRUCTUEUX OU D'ANNULER UNE PROCÉDURE	34
ARTICLE 36 : NOTIFICATION DE L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	35
ARTICLE 37 : PUBLICATION DES RÉSULTATS D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ ET RECOURS	35
ARTICLE 38 : SIGNATURE DU MARCHÉ.....	35
ARTICLE 39 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF.....	35

A. GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 1 : PORTÉE DE LA SOUMISSION

1.1.L'Autorité Contractante, définie dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO), lance un Appel d'Offres pour la construction et/ou l'achèvement des Travaux décrits dans le Dossier d'Appel d'Offres et brièvement définis dans le RPAO.

Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres figurent dans le RPAO.

1.2.Le Soumissionnaire retenu, ou attributaire, doit achever les Travaux dans le délai indiqué dans le RPAO, et qui court sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux ou dans celle fixée dans ledit ordre de service.

1.3.Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, le terme "jour" désigne un jour calendaire.

ARTICLE 2 : FINANCEMENT

La source de financement des travaux objet du présent appel d'offres est précisé dans le RPAO.

ARTICLE 3 : FRAUDE ET CORRUPTION

3.1. Les soumissionnaires et les entrepreneurs, sont tenus au respect des règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution des marchés.

En vertu de ce principe :

a. Les définitions ci-après sont admises :

i. Est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;

ii. Se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;

iii. Sont considérées comme des "Pratiques collusoires", toutes formes d'ententes entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'Autorité Contractante en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;

iv. "Pratiques coercitives" désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.

b. Toute proposition d'attribution est rejetée, s'il est prouvé que l'attributaire proposé est directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l'attribution de ce marché.

3.2. Le Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics, peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (2) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans la soumission, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

ARTICLE 4 : CANDIDATS ADMIS À CONCOURIR

4.1. Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de préqualification.

4.2. En règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les entrepreneurs, sous réserve des dispositions ci-après :

- a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement ;
- b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt s'il :
 - i. Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ; où
 - ii. Présente plus d'une offre dans le cadre du présent Appel d'Offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon l'article 18, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous-traitants dans plus d'une offre.
- c. Le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une décision d'exclusion.
- d. Une entreprise publique camerounaise peut participer à la consultation si elle démontre qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) administrée selon les règles du droit commercial et (iii) n'est pas sous l'autorité directe de l'Autorité Contractante ou du Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 5 : MATÉRIAUX, MATÉRIELS, FOURNITURES, ÉQUIPEMENTS ET SERVICES AUTORISÉS

5.1. Les matériaux, les matériels de l'Entrepreneur, les fournitures, équipements et services devant être fournis dans le cadre du Marché doivent provenir de pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO, et toutes les dépenses effectuées au titre du Marché sont limitées auxdits matériaux, matériels, fournitures, équipements et services.

5.2. En vertu de l'article 5.1 ci-dessus, le terme "provenir" désigne le lieu où les biens sont extraits, cultivés, produits ou fabriqués et d'où proviennent les services.

ARTICLE 6 : QUALIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE

6.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :

- a. Soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le Soumissionnaire ;
- b. Fournir toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de préqualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré-qualification) demandées aux soumissionnaires, dans le RPAO, afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

- i. La production des bilans certifiés et chiffres d'affaires récents ;
- ii. Accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières ;
- iii. Les commandes acquises et les marchés attribués ;
- iv. Les litiges en cours ;
- v. La disponibilité du matériel indispensable.

6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs entrepreneurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- a) L'offre devra inclure pour chacune des entreprises, tous les renseignements énumérés à l'Article 6.1 ci-dessus. Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;
- b) L'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;
- c) La nature du groupement (conjoint ou solidaire tel que requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme ;
- d) Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à vis du Maître d'Ouvrage et de l'Autorité Contractante pour l'exécution du marché ;
- e) En cas de groupement solidaire, les co-traitants se répartissent les paiements qui sont effectués par le Maître d'Ouvrage dans un compte unique ; en revanche, chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage dans son propre compte, lorsqu'il s'agit d'un groupement conjoint.

6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais d'exécution visés dans le RPAO.

6.4. Les soumissionnaires qui sollicitent le bénéfice d'une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu'ils satisfont aux critères d'éligibilité décrits à l'article 33 du RGAO.

ARTICLE 7 : VISITE DU SITE DES TRAVAUX

7.1. Il est conseillé au soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et l'exécution des travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.

7.2. le Maître d'Ouvrage est tenu d'autoriser le Soumissionnaire qui en fait la demande et ses employés ou agents, à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent le Maître d'Ouvrage, ses employés et agents, de toute responsabilité pouvant en résulter et les

indemnisent si nécessaire, et qu'il demeure responsable des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.

7.3. Le Maître d'Ouvrage peut organiser une visite du site des travaux au moment de la réunion préparatoire à l'établissement des offres mentionnées à l'article 19 du RGAO.

B. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 8 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

8.1. Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les travaux faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des entrepreneurs et précise les conditions du marché. Outre-le(s) additif(s) publié(s) conformément à l'article 10 du RGAO, il comprend aussi les principaux documents énumérés ci-après :

- Pièce n°1 L'Avis d'Appel d'Offres (AAO) ;
- Pièce n°2 Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) ;
- Pièce n°3 Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) ;
- Pièce n°4 Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Pièce n°5 Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Pièce n° 6 Le cadre du Bordereau des Prix unitaires ;
- Pièce n°7 Le cadre du Détail quantitatif et estimatif ;
- Pièce n°8 Le cadre du Sous-Détail des Prix unitaires ;
- Pièce n°9 Le modèles de marché ;
- Pièce n° 10 Modèles à utiliser par les Soumissionnaires :
 - a. Le cadre du planning d'exécution ;
 - b. Modèles de fiches de présentation du matériel, personnel et références ;
 - c. Modèle de lettre de soumission ;
 - d. Modèle de caution de soumission ;
 - e. Modèle de cautionnement définitif ;
 - f. Modèle de caution d'avance de démarrage ;
 - g. Modèle de caution de retenue de garantie en remplacement de la retenue de garantie ;
 - a. Modèle de marché ;
- Pièce n° 11 : Justificatifs des études préalables ; à remplir par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué
- Pièce n° 12 : La liste des établissements bancaires et organismes financiers de 1^{er} rang agréés par le ministre en charge des finances autorisés à émettre des cautions, dans le cadre des marchés publics, à insérer par l'Autorité Contractante

8.2. Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier.

ARTICLE 9 : ÉCLAIRCISSEMENTS APPORTÉS AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES ET RECOURS

9.1. Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande à l'Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse de l'Autorité Contractante indiquée dans le RPAO avec copie au Maître d'Ouvrage. Cependant, l'Autorité Contractante répondra par écrit à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours pour les (AON) Vingt et un (21) jours pour les (AOI) avant la date limite de dépôt des offres.

Une copie de la réponse de l'Autorité Contractante, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

9.2. Entre la publication de l'Avis d'Appel d'Offres, y compris la phase de préqualification des candidats et l'ouverture des plis, tout soumissionnaire potentiel qui s'estime lésé dans la procédure de passation des marchés publics peut introduire une requête auprès du Ministre chargé des Marchés publics.

9.3. Le requérant adresse une copie de ladite requête à l'Autorité Contractante et à l'Organisme chargé de la Régulation et au Président de la Commission.

9.4. L'Autorité Contractante dispose de cinq (05) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise au MINMAP et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ;

ARTICLE 10 : MODIFICATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

10.1. L'Autorité Contractante peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou consécutivement à une saisine d'un soumissionnaire modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

10.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres conformément à l'Article 8.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié par tout moyen laissant trace écrite à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

10.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l'additif dans la préparation de leurs offres, l'Autorité Contractante pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'Article 22 du RGAO.

C. PRÉPARATION DES OFFRES

ARTICLE 11 : FRAIS DE SOUMISSION

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre. L'Autorité Contractante et le Maître d'Ouvrage ne sont en aucun cas responsables de ces frais, ni tenu de les régler, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

ARTICLE 12 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre ainsi que toute correspondance et tout document, échangé entre le Soumissionnaire et l'Autorité Contractante seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

ARTICLE 13 : DOCUMENTS CONSTITUANT L'OFFRE

13.1. L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes :

a. *Volume 1 : Dossier administratif*

Il comprend :

- i. Tous les documents attestant que le soumissionnaire :

A souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;

- A acquitter les droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
- N'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
- N'est pas frappé de l'une des interdictions ou déchéances prévues par la législation en vigueur.

- ii. La caution de soumission établie conformément aux dispositions de l'article 17 du RGAO ;

- iii. La confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO ;

b. *Volume 2 : Offre technique*

b.1. Les renseignements sur les qualifications

Le RPAO précise la liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier les critères de qualification mentionnés à l'article 6.1 du RPAO.

b.2. Méthodologie

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment : une note méthodologique portant sur une analyse des travaux et précisant l'organisation et le programme que le soumissionnaire compte mettre en place ou en œuvre pour les réaliser (installations, planning, PAQ, sous-traitance, attestation de visite du site le cas échéant, etc.).

b.3. Les preuves d'acceptations des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

1. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

b.4. Commentaires (facultatifs)

Un commentaire des choix techniques du projet et d'éventuelles propositions.

c. Volume 3 : Offre financière

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des travaux, à savoir :

1. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;
2. Le bordereau des prix unitaires dûment rempli ;
3. Le détail estimatif dûment rempli ;
4. Le sous-détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires ;
5. L'échéancier prévisionnel de paiements le cas échéant.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'Article 17.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Caution de Soumission.

13.2. Si, conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même Appel d'offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un lot.

ARTICLE 14 : MONTANT DE L'OFFRE

14.1. Sauf indication contraire figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres, le montant du marché couvrira l'ensemble des travaux décrits dans l'Article 1.1 du RGAO, sur la base du Bordereau des Prix et du Détail Quantitatif et Estimatif chiffrés présentés par le soumissionnaire.

14.2. Le soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du bordereau de prix et du Détail quantitatif et estimatif.

14.3. Sous réserve des dispositions contraires prévues dans le RPAO et au CCAP, tous les droits, impôts et taxes payables par le soumissionnaire au titre du futur Marché, ou à tout autre titre, trente (30) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de son offre.

14.4. Si les clauses de révision et/ou d'actualisation des prix sont prévues au marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d'actualisation desdits prix doivent être précisées. Étant entendu que tout Marché dont la durée d'exécution est au plus égale à un (1) an ne peut faire l'objet de révision de prix.

14.5. Tous les prix unitaires assortis des quantités doivent être justifiés par des sous-détails établis conformément au cadre proposé à la pièce N°8 du DAO.

ARTICLE 15 : MONNAIES DE SOUMISSION ET DE RÈGLEMENT

15.1. En cas d'Appels d'Offres Internationaux, les monnaies de l'offre doivent suivre les dispositions soit de l'Option A ou de l'Option B ci-dessous ; l'option applicable étant celle retenue dans le RPAO.

15.2. Option A : le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale
Le montant de la soumission, les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du détail quantitatif et estimatif sont libellés entièrement en francs CFA de la manière suivante :

- a. Les prix seront entièrement libellés dans la monnaie nationale. Le soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des Travaux, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies de pays membres de l'institution de financement du marché.
- b. Les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en monnaie nationale seront spécifiés par le soumissionnaire en annexe à la soumission conformément aux précisions du RPAO. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Soumissionnaire retenu.

15.3. Option B : Le montant de la soumission est directement libellé en monnaie nationale et étrangère aux taux fixés dans le RPAO.

Le soumissionnaire libellera les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

- a. Les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le Soumissionnaire compte se procurer dans le pays de l'Autorité Contractante seront libellés dans la monnaie du pays de l'Autorité Contractante spécifiée aux RPAO et dénommée "monnaie nationale".
- b. Les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le soumissionnaire compte se procurer en dehors du pays de l'Autorité Contractante seront libellés dans la monnaie du pays du soumissionnaire ou de celle d'un pays membre éligible largement utilisée dans le commerce international.

15.4. L'Autorité Contractante peut demander aux soumissionnaires d'exprimer leurs besoins en monnaies nationale et étrangère et de justifier que les montants inclus dans les prix unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables ; à cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le soumissionnaire.

15.5. Durant l'exécution des travaux, la plupart des monnaies étrangères restant à payer sur le montant du marché peut être révisée d'un commun accord par l'Autorité Contractante et l'entrepreneur de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre du marché.

15.6. Pour les Appels d'Offres Nationaux, la monnaie utilisée est le franc CFA.

ARTICLE 16 : VALIDITÉ DES OFFRES

16.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres à compter de la date de remise des offres fixée par l'Autorité Contractante, en application de l'article 22 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par l'Autorité Contractante comme non conforme.

16.2. Dans des circonstances exceptionnelles, l'Autorité Contractante peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité de la caution de soumission prévue à l'article 17 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission. Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

16.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que l'Autorité Contractante adressera au(x) soumissionnaire(s).

La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation des offres.

ARTICLE 17 : CAUTION DE SOUMISSION

17.1. En application de l'article 13 du RGAO, le soumissionnaire fournira une caution de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.

17.2. La caution de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres ; d'autres modèles peuvent être autorisés, sous réserve de l'approbation préalable de l'Autorité Contractante. La Caution de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par l'Autorité Contractante et acceptée par le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'Article 16.2 du RGAO.

17.3. Toute offre non accompagnée d'une Caution de Soumission acceptable sera rejetée par la Commission de Passation des Marchés comme non conforme. La Caution de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l'offre et mentionner chacun des membres du groupement.

17.4. Les cautions de soumission et les offres des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de publication des résultats.

17.5. La caution de soumission de l'attributaire du Marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le marché et fourni le Cautionnement définitif requis.

17.6. La caution de soumission peut être saisie :

- a. Si le soumissionnaire retire son offre durant la période de validité ;
- b. Si, le soumissionnaire retenu :
 - i. Manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'article 38 du RGAO, ou
 - ii. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 39 du RGAO.
 - iii. Refuse de recevoir notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des prestations.

ARTICLE 18 : PROPOSITIONS VARIANTES DES SOUMISSIONNAIRES

18.1. Lorsque les travaux peuvent être exécutés dans des délais d'exécution variables, le RPAO précisera ces délais, et indiquera la méthode retenue pour l'évaluation du délai d'achèvement proposé par le soumissionnaire à l'intérieur des délais spécifiés. Les offres proposant des délais au-delà de ceux spécifiés seront considérées comme non conformes.

18.2. Excepté dans le cas mentionné à l'Article 18.3 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques doivent d'abord chiffrer la solution de base de l'Autorité Contractante telle que décrite dans le Dossier d'Appel d'Offres, et fournir en outre tous les renseignements dont l'Autorité Contractante a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, notes de calcul, spécifications techniques, sous-détails de prix et méthodes de construction proposées, et tous autres détails utiles. L'Autorité Contractante n'examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du soumissionnaire dont l'offre conforme à la solution de base a été évaluée la moins disante.

18.3. Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant le RPAO, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des travaux, ces parties de travaux doivent être décrites dans les Spécifications techniques. De telles variantes seront évaluées suivant leur mérite propre en accord avec les dispositions de l'Article 32.2(g) du RGAO.

ARTICLE 19 : RÉUNION PRÉPARATOIRE À L'ÉTABLISSEMENT DES OFFRES

19.1. A moins que le RPAO n'en dispose autrement, le Soumissionnaire peut être invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra aux lieu et date indiqués dans le RPAO.

19.2. La réunion préparatoire aura pour objet de fournir des éclaircissements et réponses à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.

19.3. Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit de façon qu'elle parvienne à l'Autorité Contractante au moins une semaine avant la réunion préparatoire. Il se peut que le Maître d'Ouvrage ne puisse répondre au cours de la réunion aux questions reçues trop tard. Dans ce cas, les questions et réponses seront transmises selon les modalités de l'Article 19.4 ci-dessous.

19.4. Le procès-verbal de la réunion, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Toute modification des documents d'appel d'offres énumérés à l'Article 8 du RGAO qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par l'Autorité Contractante en publiant un additif conformément aux dispositions de l'Article 10 du RGAO, le procès-verbal de la réunion préparatoire ne pouvant en tenir lieu.

19.5. Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres ne sera pas un motif de disqualification.

ARTICLE 20 : FORME ET SIGNATURE DE L'OFFRE

20.1. Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre décrits à l'Article 13 du RGAO, en un volume portant clairement l'indication "ORIGINAL". De plus, le Soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans les RPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.

20.2. L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'Article 6.1

(a) ou 6.2 (c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.

20.3. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de la soumission.

D. DÉPÔT DES OFFRES

ARTICLE 21 : CACHETAGE ET MARQUAGE DES OFFRES

21.1. Le Soumissionnaire placera l'original et les copies des documents constitutifs de l'offre dans deux enveloppes séparées et scellées portant la mention «ORIGINAL» et «COPIE», selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure qui devra également être scellée, mais qui ne devra donner aucune indication sur l'identité du Soumissionnaire.

21.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :

- a. Seront adressées à l'Autorité Contractante à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;
- b. Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RPAO, et la mention "A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT".

21.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du Soumissionnaire de façon à permettre à l'Autorité Contractante de renvoyer l'offre scellée si elle a été déclarée hors délai conformément aux dispositions des articles 23 et 24 du RGAO.

21.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué aux articles 21.1 et 21.2 Susvisés, l'Autorité Contractante ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

ARTICLE 22 : DATE ET HEURE LIMITES DE DÉPÔT DES OFFRES

22.1. Les offres doivent être reçues par l'Autorité Contractante à l'adresse spécifiée à l'article 21.2 du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

22.2. L'Autorité Contractante peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations de l'Autorité Contractante et des Soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

ARTICLE 23 : OFFRES HORS DÉLAI

Toute offre parvenue à l'Autorité Contractante après les dates et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'Article 22 du RGAO sera déclarée hors délai et, par conséquent, rejetée.

ARTICLE 24 : MODIFICATION, SUBSTITUTION ET RETRAIT DES OFFRES

24.1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par l'Autorité Contractante avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 20.2 du RGAO. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».

24.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 21 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

24.3. Les offres dont les Soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 24.1 leur seront retournées sans avoir été ouvertes.

24.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Tout retrait par un Soumissionnaire de son offre pendant cet intervalle entraîne la confiscation de la caution de soumission conformément aux dispositions de l'article 17.6 du RGAO.

E. OUVERTURE DES PLIS ET ÉVALUATION DES OFFRES

ARTICLE 25 : OUVERTURE DES PLIS ET RECOURS

25.1. L'ouverture de tous les plis se fait en un temps, toutefois pour les projets complexes notamment ceux ayant fait l'objet d'une procédure de préqualification, l'ouverture peut se faire en deux temps.

La Commission de Passation des Marchés compétente procédera à l'ouverture des plis en un ou deux temps et en présence des représentants des soumissionnaires concernés qui souhaitent y assister, aux date, heure et adresse indiquées dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.

25.2. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de Remplacement » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Le remplacement d'offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

25.3. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais [en cas d'ouverture des offres financières] et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que l'Autorité Contractante peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

25.4. Les offres (et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 24 du RGAO) qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, quelle qu'en soit la raison, ne seront pas soumises à évaluation.

25.5. Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse. Une copie dudit procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence est remise à tous les participants à la fin de la séance.

25.6. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le président de la commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics, une copie paraphée des offres des soumissionnaires.

25.7. En cas de recours, tel que prévu par le Code des Marchés Publics, il doit être adressé au Ministre Délégué à la Présidence chargée des Marchés Publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et au Chef de structure auprès de laquelle est placée la commission concernée.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de Passation des marchés.

L'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

ARTICLE 26 : CARACTÈRE CONFIDENTIEL DE LA PROCÉDURE

26.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, à la vérification de la qualification des soumissionnaires et à la proposition d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique, sous peine de disqualification de l'offre du Soumissionnaire et de la suspension des auteurs de toutes activités dans le domaine des Marchés publics.

26.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Commission de Passation des Marchés ou la Sous-commission d'Analyse dans l'évaluation des offres ou l'Autorité Contractante dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

26.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 26.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'Autorité Contractante pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

ARTICLE 27 : ÉCLAIRCISSEMENTS SUR LES OFFRES ET CONTACTS AVEC L'AUTORITÉ CONTRACTANTE

27.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, la Commission de Passation des Marchés peut, si elle le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la sous-commission d'analyse lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l'Article 30 du RGAO.

27.2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

ARTICLE 28 : DÉTERMINATION DE LA CONFORMITÉ DES OFFRES

28.1. La Sous-commission d'analyse procèdera à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.

28.2. La Sous-commission d'analyse déterminera si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.

28.3. Une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui :

- i. Affecte sensiblement l'étendue, la qualité ou la réalisation des Travaux ;
- ii. Limite sensiblement, en contradiction avec le Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'Autorité Contractante ou ses obligations au titre du Marché ;
- iii. Est telle que sa correction affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres.

28.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

28.5. L'Autorité Contractante se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

ARTICLE 29 : QUALIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE

La Sous-commission s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du dossier d'appel d'offres, satisfait aux critères de qualification stipulés à l'article 6 du RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la détermination de la qualification.

ARTICLE 30 : CORRECTION DES ERREURS

30.1. La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La sous-commission d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :

- a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;

- b. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;
- c. S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

30.2. Le montant figurant dans la Soumission sera corrigé par la Sous-commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.

30.3. Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

ARTICLE 31 : CONVERSION EN UNE SEULE MONNAIE

31.1. Pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, la sous-commission d'analyse convertira les prix des offres exprimés dans les diverses monnaies dans lesquelles le montant de l'offre est payable en francs CFA.

31.2. La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), dans les conditions définies par le RPAO.

ARTICLE 32 : ÉVALUATION ET COMPARAISON DES OFFRES AU PLAN FINANCIER

32.1. Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions de l'article 28 du RGAO, seront évaluées et comparées par la Sous-commission d'analyse.

32.2. En évaluant les offres, la sous-commission déterminera pour chaque offre le montant évalué de l'offre en rectifiant son montant comme suit :

- a. En corrigeant toute erreur éventuelle conformément aux dispositions de l'article 30.2 du RGAO ;
- b. En excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le Détail quantitatif et estimatif récapitulatif, mais en ajoutant le montant des travaux en régie, lorsqu'ils sont chiffrés de façon compétitive comme spécifié dans le RPAO ;
- c. En convertissant en une seule monnaie le montant résultant des rectifications (a) et (b) ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 31.2 du RGAO ;
- d. En ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ;
- e. En prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires, s'ils sont autorisés par le RPAO ;
- f. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 13.2 du RGAO et du RPAO, en appliquant les remises offertes par le Soumissionnaire pour l'attribution de plus d'un lot, si cet appel d'offres est lancé simultanément pour plusieurs lots.

- g. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 18.3 du RPAO et aux Spécifications techniques, les variantes techniques proposées, si elles sont permises, seront évaluées suivant leur mérite propre et indépendamment du fait que le Soumissionnaire aura offert ou non un prix pour la solution technique spécifiée par le Autorité Contractante dans le RPAO.

32.3. L'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.

32.4. Si l'offre évaluée la moins-disante est jugée anormalement basse ou est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation du Maître d'Ouvrage des travaux à exécuter dans le cadre du Marché, la commission peut à partir du sous-détail de prix fournis par le soumissionnaire pour n'importe quel élément, ou pour tous les éléments du Détail quantitatif et estimatif, vérifier si ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé. Au cas où les justificatifs présentés par le soumissionnaire ne lui semblent pas satisfaisants, l'Autorité Contractante peut rejeter ladite offre après l'avis technique de l'Agence de Régulation des Marchés Publics.

ARTICLE 33 : PRÉFÉRENCE ACCORDÉE AUX SOUMISSIONNAIRES NATIONAUX

Les entrepreneurs nationaux bénéficient d'une marge de préférence nationale telle que prévue par le Code des Marchés Publics aux fins d'évaluation des offres.

ARTICLE 34 : ATTRIBUTION

34.1. L'Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

34.2. Si, selon l'Article 13.2 du RGAO, l'appel d'offres porte sur plusieurs lots, l'offre la moins-disante sera déterminée en évaluant ce marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment, en prenant en compte les remises offertes par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot.

34.3 Toute attribution des marchés de Travaux se fait au Soumissionnaire remplissant les capacités techniques et financières requises résultant des critères d'évaluation et présentant l'offre évaluée la moins-disante.

ARTICLE 35 : DROIT DE L'AUTORITÉ CONTRACTANTE DE DÉCLARER UN APPEL D'OFFRES INFRUCTUEUX OU D'ANNULER UNE PROCÉDURE

L'Autorité Contractante se réserve le droit d'annuler une procédure d'Appel d'Offres après autorisation de Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics lorsque les offres ont été ouvertes ou de déclarer un Appel d'Offres infructueux après avis de la commission des marchés compétente, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

ARTICLE 36 : NOTIFICATION DE L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, l'Autorité Contractante notifiera à l'attributaire du Marché par télécopie confirmée par lettre recommandée ou par tout autre moyen que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'ouvrage paiera à l'Entrepreneur au titre de l'exécution des travaux et le délai d'exécution.

ARTICLE 37 : PUBLICATION DES RÉSULTATS D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ ET RECOURS

37.1. L'Autorité Contractante communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'observateur indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution du marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.

37.2. L'Autorité Contractante est tenue de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.

37.3. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

37.4. En cas de recours, il doit être adressé à l'Autorité chargée des Marchés publics, avec copies à l'Agence de Régulation des Marchés Publics, à l'Autorité Contractante et au Président de ladite Commission.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

ARTICLE 38 : SIGNATURE DU MARCHÉ

38.1. Après publication des résultats, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés compétente pour examen et avis, et le cas échéant, au visa préalable du Ministre en charge des Marchés publics.

38.2. L'Autorité Contractante dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature du marché à compter de la date de réception du projet de marché examiné par la commission des marchés compétente et souscrit par l'attributaire et le cas échéant après le visa du Ministre en charge des Marchés publics.

38.3. Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours qui suivent la date de sa signature.

ARTICLE 39 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF

39.1. Dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché par l'Autorité Contractante, l'entrepreneur fournira au Maître d'Ouvrage un cautionnement garantissant l'exécution intégrale des travaux.

39.2. Le cautionnement dont le taux varie entre 2 et 5% du montant TTC du marché, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.

39.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.

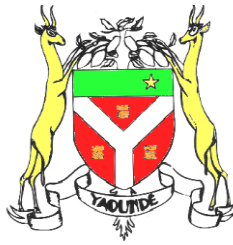
39.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues dans le CCAG.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

DEPARTEMENT DE MFOUNDI

COMMUNAUTE URBAINE
DE YAOUNDE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work – Fatherland

MFOUNDI DIVISION

YAOUNDE CITY
COUNCIL

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES INTERNAL TENDERS BOARD

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
EN PROCEDURE D'URGENCE**

N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 DU 29/12/2023

**POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE PLANTATION D'ARBRES
EN ALIGNEMENT SUR CERTAINES VOIES PRINCIPALES DE LA
VILLE DE YAOUNDE (ENTRE LE ROND-POINT AHALA ET LE
LIEU-DIT BARRIERE AHALA).**

FINANCEMENT: BUDGET CUY, EXERCICE 2023 ET SUIVANT

**IMPUTATION: LIGNE 221 120 (AMENAGEMENT DES JARDINS,
PLACES PUBLIQUES, ESPACES VERTS Etc.)**

**PIÈCE N° 3: REGLEMENT PARTICULIER DE
L'APPEL D'OFFRES.**

Les dispositions ci-après, qui sont spécifiques aux travaux faisant l'objet de l'appel d'offres, complètent ou, le cas échéant, précisent les dispositions du RGAO. En cas de conflit, les dispositions ci-après prévalent sur celles du RGAO. Les numéros de la première colonne se réfèrent à l'article correspondant du RGAO.

	INTRODUCTION
1.1	<p>Le Mairie de la Ville de Yaoundé souhaite réaliser des travaux relatifs à la plantation des arbres en alignement le long de certaines voies principales dans la Ville de Yaoundé.</p> <p>Définition des Travaux :</p> <p>Les travaux comprennent:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'installation de chantier, incluant notamment : <ul style="list-style-type: none"> • L'amené et le repli de matériel ; • L'ingénierie sociale et la sensibilisation ; • La construction d'un abri provisoire de chantier ; • La fabrication et la pose des plaques de chantier ; • L'élaboration du projet d'exécution. ➤ La fourniture et la pose des grandes plaques signalétiques sur l'itinéraire de plantation ; ➤ La fourniture et la pose des petites plaques signalétiques sur l'itinéraire de plantation ; ➤ Le désherbage initial du site en vue des opérations de reboisement et plantations des arbres ornementaux au niveau de l'échangeur d'Ahala ; ➤ Le creusage des fosses de plantation et l'évacuation des terres compactés au niveau des bandes de plantation en alignement ; ➤ La construction des bordures sécuritaires autour des trous destinés à la plantation des arbres en alignement ; ➤ Le regarnissage des fosses de plantation en bonne terre végétale ; ➤ La fourniture et la plantation des arbres en alignement ; ➤ La fourniture et la plantation des arbres en reboisement, ainsi que la fourniture et la plantation des arbres d'ornement au niveau des ilots de l'échangeur d'Ahala ; ➤ La fabrication et la pose des gardes de protection autour des arbres plantés en alignement ; ➤ La fabrication et la pose d'unités artisanales d'arrosage par goutte à goutte ; ➤ L'entretien des plantations sur une période de neuf mois : <ul style="list-style-type: none"> • L'entretien mensuel de tous les arbres, incluant l'arrosage et diverses taches ; • Le désherbage du site (bimensuel) ; • Le remplacement des plants ayant dépéri ; <p>La prophylaxie et le traitement phytosanitaire des arbres.</p> <p>Nom et adresse de l'Autorité Contractante, Maire de la Ville de Yaoundé, Hôtel de ville Yaoundé BP : _____ ; Tel/Fax : (237) 22 23 11 12</p> <p style="text-align: center;">Référence de l'Appel d'Offres : AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 DU 29/12/2023 POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE PLANTATION D'ARBRES EN ALIGNEMENTS SUR CERTAINES VOIES PRINCIPALES DE LA VILLE DE YAOUNDE (ENTRE LE ROND-POINT AHALA ET LE LIEU-DIT BARRIERE AHALA).</p>
	Délai d'exécution : La durée des travaux prévue par le Maître d'Ouvrage pour les prestations

1.2.	est de douze (12) mois, dont notamment trois (03) mois pour la phase de plantation et neuf (09) mois pour la phase d'entretien.
2	Source de financement : Les travaux objet du présent appel d'offres seront financés par le Budget de la Communauté Urbaine de Yaoundé, exercices 2023 et suivants, sur la ligne d'imputation budgétaire n°221 120
6	Qualification du Soumissionnaire
6.1	Critères d'évaluation 6.1.1. Critères éliminatoires : Les critères éliminatoires sont : <ol style="list-style-type: none"> 1. Absence ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des offres ; 2. Absence d'une pièce administrative autre que la caution de soumission quarante-huit (48) heures après l'ouverture des offres ; 3. Non-conformité d'une pièce administrative 48h après notification du soumissionnaire ; 4. Plus d'un critère essentiel non satisfaisant ; 5. Fausse déclaration ou pièces falsifiées ; 6. Non production d'une capacité financière d'au moins trente millions (30 000 000) francs CFA. 16.2. Critères essentiels Les critères essentiels qui seront évalués de façon binaire portent sur: <ol style="list-style-type: none"> a) Les références techniques du soumissionnaire pour des travaux d'aménagement paysagers ou de foresterie urbaine ; b) La qualité de la note méthodologique ; c) Le personnel clé ; d) Les moyens matériels ; e) Preuve d'acceptation des conditions du marché (cahier des clauses administratives particulières (CCAP) paraphé à chaque page, daté, signé et cacheté à la dernière page et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) paraphées à toutes les pages et signées, cachetées et datées à la dernière page).
6.2	En cas de groupement d'entreprises, chaque membre devra présenter un dossier administratif complet à l'exception des pièces présentées par le mandataire du groupement au nom de chaque entreprise.
7.	Visite du site des travaux et réunions préparatoires : Aucune visite formelle de site ne sera organisée par le Maître d'ouvrage. Tous les soumissionnaires sont tenus de visiter le site des travaux. Toute information ou éclaircissement sur le site ou la nature des travaux peut être obtenue auprès de la Direction des Jardins et des Espaces Verts, Sous-Direction des Forêts Communautaires, Service de l'Entretien et de la Valorisation des Forêts Communautaires, et de la Sous-Direction des marchés publics de la Communauté Urbaine de Yaoundé.

	<p>Tout soumissionnaire devra joindre à son offre une déclaration sur l'honneur d'avoir visité le site et d'avoir une parfaite connaissance de la nature des travaux accompagnée d'un rapport illustré et commenté de la visite des lieux.</p>
8	<p>Contenu du Dossier d'appel d'offres</p> <p>Le Dossier d'appel d'offres décrit les travaux faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des entrepreneurs et précise les conditions du marché. Outre-le(s) additif(s) publié(s) conformément à l'article 10 du RGAO, il comprend les principaux documents énumérés ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Pièce n° 1 : L'Avis d'appel d'offres (AAO) : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Version française ; <input type="checkbox"/> Version anglaise. b) Pièce n° 2 : Le Règlement général de l'appel d'offres (RGAO) ; c) Pièce n° 3 : Le Règlement particulier de l'appel d'offres (RPAO) ; d) Pièce n° 4 : Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ; e) Pièce n° 5 : Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ; f) Pièce n° 6 : Le Cadre du bordereau des prix (BPU) ; g) Pièce n° 7 : Le Cadre du détail quantitatif et estimatif (DQE) ; h) Pièce n° 8 : Le Cadre du sous-détail des prix (SDP) ; i) Pièce n° 9 : Le Modèle de marché ; j) Pièce n° 10 : Les formulaires et modèles à utiliser par les soumissionnaires : <ul style="list-style-type: none"> - Déclaration d'intention de soumissionner ; - Modèle de soumission ; - Modèle de caution de soumission ; - Modèle de cautionnement définitif ; - Modèle de caution d'avance de démarrage ; - Modèle de caution de retenue de garantie ; - Cadre du planning ; k) Pièce n° 11 : Justificatifs des études préalables ; l) Pièce n° 12 : La liste des établissements bancaires et organismes financiers de premier ordre agréés par le ministre en charge des finances autorisés à émettre des cautions, dans le cadre des marchés publics, à insérer par l'Autorité Contractante.
9	<p>Éclaircissements apportés au Dossier d'appel d'offres et recours</p> <p>Le Maître d'ouvrage répondra par écrit à toute demande d'éclaircissements reçue au moins sept jours (07) jours ouvrables avant la date limite de dépôt des offres.</p> <p>Une copie de la réponse, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acquis le dossier d'appel d'offres.</p> <p>Tout soumissionnaire désireux d'obtenir des éclaircissements sur le DAO peut en faire la demande au Maître d'Ouvrage par écrit à l'adresse suivante : Sous-Direction des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Yaoundé, ou Direction des Jardins et Espaces Verts, Sous-Direction des Forêts Communautaires, Service de l'Entretien et de la Valorisation des Forêts Communautaires.</p>
10	<p>Modification du Dossier d'appel d'offres</p> <p>Le Maître d'Ouvrage peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un soumissionnaire, modifier le dossier d'appel d'offres en publiant un additif qui en fait partie intégrante conformément aux dispositions de l'Article 10.1 ci-dessus.</p>
11	<p>Frais des soumissions</p> <p>Le dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu auprès de la Sous-Direction des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Yaoundé, 2^{ème} étage du bâtiment de l'Hôtel de Ville de Yaoundé, dès publication du présent avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non</p>

	remboursable de cinquante mille (50 000) francs FCFA payable au Compte spécial CAS-ARMP n° 335988 des agences BICEC
12	<p>Langue de l'offre : Français et/ou Anglais.</p> <p>Toutes les pièces remises par le soumissionnaire à quelque titre que ce soit, en application du présent appel d'offres, seront établies exclusivement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En langue française ou en langue anglaise ; - En utilisant le système métrique ; <p>En exprimant tous les prix en francs CFA pour la comparaison des offres.</p>
13	<p>Documents constituant l'offre</p> <p>La liste des documents visés à l'article 13 du RGAO devra être complétée, regroupée en trois volumes insérés respectivement dans des enveloppes intérieures et détaillée comme suit :</p>
13 13.1	<p>La liste des documents devra être regroupée en trois volumes insérés respectivement dans des enveloppes intérieures et détaillée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Enveloppe A : Pièces administratives <ul style="list-style-type: none"> a) La déclaration d'intention de soumissionner datée, signée et timbrée à 2000frs (timbre fiscal 1.500f et timbre communal 500f) (suivant modèle joint DAO) ; b) L'accord de groupement, le cas échéant ; c) Le pouvoir de signature le cas échéant ; d) Une attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Première Instance datant de moins de 03 mois ; e) Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances ; f) La quittance d'achat du dossier d'appel d'offres ; g) La caution de soumission (suivant modèle joint) d'un montant d'un million (1 000 000) de francs CFA. En cas de groupement, la caution doit être établie au nom du groupement. h) Une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ; i) Une attestation de la Caisse nationale de prévoyance sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse en cours de validité ; j) Une attestation de non redevance fiscale en cours de validité, timbré au taux en vigueur (timbre fiscal) ; <p>En cas de groupement, chaque membre doit présenter un dossier administratif complet, les pièces a, e, f, étant uniquement présentés par le mandataire du groupement.</p> <p>Enveloppe B – Volume II : Offre technique</p> <p>Cette enveloppe contiendra les pièces suivantes :</p> <p>b.1. Les références de l'entrepreneur</p> <p>Avoir effectivement exécuté de manière satisfaisante et achevée pour l'essentiel en tant qu'entrepreneur principal un (01) ou plusieurs marchés similaires, d'exécution des travaux d'aménagement paysagers ou de foresterie urbaine d'une valeur de quarante millions (40 000 000) de francs CFA au cours des cinq dernières années (2018, 2019, 2020, 2021 et 2022). Les références de l'année 2023 seront prises en compte.</p> <p>NB : Le soumissionnaire joindra à l'appui de ces références, les pièces justificatives telles que les premières et dernières pages des contrats signés et les procès-verbaux de réception ou des attestations de bonne fin établies par le Maître d'Ouvrage avec leurs coordonnées pour permettre un contrôle éventuel.</p> <p>b.2. Liste du matériel et équipements essentiels</p>

N°	Type et caractéristiques du matériel	Nombre minimal requis
1.	Baramine	10
2.	Débroussailleuses mécaniques	02
3.	Véhicule pick-up 4*4 Doté d'un cubitenaire de 1000 L pour le remplissage des modules d'arrosage	01
4.	Tuyau d'approvisionnement en eau	02
5.	Motopompe	01
TOTAL		16

Le soumissionnaire doit posséder en propre ou en location treize (13) matériels sur seize (16) pour être satisfait.

NB : le matériel est évalué sur :

- la base de la présentation d'une copie de la carte grise légalisée par les services compétents du Ministère des Transports en possession propre ;
- la base de la présentation d'un contrat de location légalisé et d'une copie de la carte grise légalisée par les services compétents du Ministère des Transports en cas de location ;
- la base d'une facture légalisée pour le petit matériel de chantier.

Le Véhicule pick-up 4*4 Doté d'un cubitenaire de 1000 L pour le remplissage des modules d'arrosage, Débroussailleuses mécaniques et Motopompe **sont les matériels obligatoires.**

b.3. La valeur technique de l'offre

Le soumissionnaire fournira une note méthodologique faisant ressortir la Compréhension du projet :

- Présence d'une note descriptive en rapport avec le projet ;
- Présence d'un rapport de visite illustré avec les photos ;
- Présence d'un planning conforme à la durée des travaux à réaliser ;

NB : La note méthodologique est validée si deux (02) sur trois (03) sous critères sont satisfaisants.

b.4. Liste du personnel d'encadrement

Il est composé de :

- un conducteur des travaux ;
- un chef chantier

Pour chacun d'eux, le soumissionnaire produira :

- une copie certifiée conforme du diplôme;
- un curriculum vitae daté et signé ;
- L'attestation de présentation de l'original du Diplôme délivrée par une autorité compétente;
- De la définition des affectations proposées pour chaque personnel

Les soumissionnaires doivent disposer, avant le début des travaux, du personnel technique compétent, notamment :

- **Un (01) Conducteur des travaux :**

Formation : Ingénieur Paysagiste (Bac + 3), ou un ingénieur des travaux d'agronomie, ou un ingénieur des travaux des Eaux et Forêts ;

Expérience : 02 ans au poste de responsabilité similaire ;

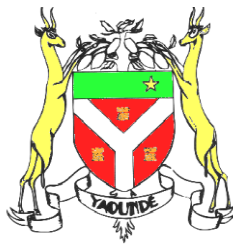
	<ul style="list-style-type: none"> - Un Chef de chantier : Technicien Supérieur des eaux et forêts, ou de génie civil ; Formation : Technicien supérieur en génie végétal, ou des eaux et forêts ou agronomie ; Expérience : 2 ans <p>Le critère personnel est estimé rempli si le personnel proposé par le soumissionnaire remplit si trois (03) des sous critères ci-dessus cités sur quatre (04).</p> <p>b.5. La preuve d'acceptation des conditions du marché</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copie dument paraphé à toutes les pages du Cahier de Clauses Administratives Particulières (CCAP), daté, signé et cacheté à la dernière page - Copie dument paraphé à toutes les pages du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), daté, signé et cacheté à la dernière page <p>Le critère est valide si un sur deux satisfaisant</p>
	<p>Enveloppe C – Volume III : Offre financière</p> <p>C.1. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle joint, timbré à 2000 FCFA (01 timbre fiscal et 01 timbre communal), signée et datée ;</p> <p>C.2. Le Bordereau des Prix Unitaires dûment rempli ;</p> <p>C.3. Le Cadre du Devis Quantitatif et Estimatif dûment rempli et signé.</p> <p>C.4. Le sous détail des prix unitaires</p> <p>NB : Les différentes parties d'un même dossier doivent obligatoirement être séparées par des intercalaires de couleur aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.</p>
14	Prix et monnaie de l'offre
14.3	Sous réserve des dispositions contraires prévues au RPAO et au CCAP, tous les droits, impôts et taxes payables par le Soumissionnaire au titre du futur marché, ou à tout autre titre, trente (30) jour avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant de son offre.
14.4	Les prix du marché sont fermes et non révisables.
16	Validité des offres
16.1	Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.
17	Caution de soumission
17.1	Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des finances, et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, dont le montant est fixé à un million (1 000 000) FCFA.
20	Forme et signature de l'offre
20.1	Le Soumissionnaire présentera des documents constitutifs de son offre en sept (7) exemplaires dont un (1) original et six (6) copies marquées comme tels. En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.
	DEPOT DES OFFRES
21	Cachetage et marquage des offres
21.1.	La présentation des offres devra tenir compte du principe de séparation des pièces administratives (Enveloppe A), de l'offre technique (Enveloppe B) et de l'offre financière (Enveloppe C).
21.2.	Les différentes pièces de chaque volume seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par un intercalaire de couleur.
22	Date et heure limites de dépôt des offres
22.1	Les offres seront déposées contre récépissé, en sept (07) exemplaires (un original et six copies marqués comme tels), à la Sous-Direction des Marchés Publics de la Communauté urbaine de

	<p>Yaoundé, 2ème étage de l'Hôtel de Ville de Yaoundé, porte 223 au plus tard le 06/02/2024 à 13 heures précises au plus tard, avec la mention :</p> <p>APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 DU 29/12/2023 POUR LES TRAVAUX DE PLANTATION D'ARBRES EN ALIGNEMENTS SUR CERTAINES VOIES PRINCIPALES DE LA VILLE DE YAOUNDE (ENTRE LE ROND-POINT AHALA ET LE LIEU-DIT BARRIERE AHALA). « A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »</p>
	OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES
25	Ouverture des plis
25.1	<p>L'ouverture des plis, qui se fera en un temps par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Communauté Urbaine de Yaoundé, aura lieu le 06/02/2024 à 14 heures dans les bâtiments abritant la CIPM, Rue Elig-Belibi (Rue du PADY).</p> <p>Les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier.</p>
32	Comparaison des offres
	ATTRIBUTION DU MARCHE
34	Attribution
34.1	Le marché sera attribué au soumissionnaire dont <i>l'offre techniquement</i> qualifiée sera évaluée la moins « disante ».
39	Cautionnement définitif
39.1	Dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché par le Maitre d'ouvrage, le cocontractant fournira un cautionnement définitif, d'un montant égal à deux pour cent (2%) du montant TTC du marché, conformément au modèle fourni dans le dossier d'appel d'offres.

GRILLE D'ANALYSE DES OFFRES

1.1.CRITERES ELIMINATOIRES		OUI/NON	
<p>Ils sont définis ainsi qu'il suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Absence ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des offres ; b) Absence d'une pièce administrative autre que la caution de soumission quarante-huit (48) heures après l'ouverture des offres ; c) Non-conformité d'une pièce administrative 48h après notification du soumissionnaire ; d) Plus d'un critère essentiel non satisfaisant ; e) Fausse déclaration ou pièces falsifiées ; f) Non production d'une capacité financière d'au moins trente millions (30 000 000) francs CFA.). 			
1.2.CRITERES ESSENTIELS		Satisfaction	
A. REFERENCES TECHNIQUES		OUI/NON	
<p>La présentation des références au cours des cinq dernières années (2018, 2019, 2020, 2021, 2022), correspondant à un chiffre d'affaires cumulé de 40 000 000 (quarante millions) de francs CFA. Les références de l'année 2023 seront pris en compte.</p> <p>Le soumissionnaire joindra à l'appui de ces références, les pièces justificatives telles que les premières et dernières pages des contrats signés et les procès-verbaux de réception ou des attestations de bonne fin établies par le Maître d'Ouvrage avec leurs coordonnées pour permettre un contrôle éventuel.</p>			
B. NOTE METHODOLOGIQUE		OUI/NON	
b.1. Présence d'une note descriptive en rapport avec le projet			
b.2. Présence d'un rapport de visite illustré par les photos			
b.3. Présence d'un planning conforme à la durée des travaux à réaliser			
La note méthodologique sera valide si 02 sous critères sur 03 sont satisfaisants			
C. PERSONNEL		OUI/NON	
c.1. Conducteur des travaux			
<ul style="list-style-type: none"> – Être un Ingénieur Paysagiste (Bac + 3) ; – Avoir deux (02) ans d'expérience dans les travaux similaires ; 			
c.2. Chef chantier			
<ul style="list-style-type: none"> – Être un Technicien Supérieur des Eaux et Forêts, ou d'Agronomie, ou de génie Végétal ; – Avoir deux (02) ans d'expériences générales. 			
Personnel Satisfaisant si 3 sur 4 satisfaisants			

D. MATERIEL					
N°	Type de matériel	Nombre minimum	Type de propriété (Propre/Location)	OUI/NON	
1	Baramine	10	Propre		
2	Débroussailleuses mécaniques	02	Propre ou location		
3	Véhicule pick-up 4*4 Doté d'un cubitenaire de 1000 L pour le remplissage des modules d'arrosage	01	Propre ou location		
4	Tuyau d'approvisionnement en eau	02	Propre		
5	Motopompe	01	Propre		
TOTAL		16			
<p>Le soumissionnaire doit posséder en propre ou en location treize (13) matériels sur seize (16) pour être satisfait.</p> <p>NB : le matériel est évalué sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ la base de la présentation d'une copie de la carte grise légalisée par les services compétents du Ministère des Transports en possession propre ; ○ la base de la présentation d'un contrat de location légalisé et d'une copie de la carte grise légalisée par les services compétents du Ministère des Transports en cas de location ; ○ la base d'une facture légalisée pour le petit matériel de chantier. <p>Le Véhicule pick-up 4*4 Doté d'un cubitenaire de 1000 L pour le remplissage des modules d'arrosage, Débroussailleuses mécaniques et Motopompe sont les matériels obligatoires.</p> <p>Sinon le critère essentiel Matériel sera noté « Non satisfaisant ».</p>					
E. Preuve d'acceptation des conditions du marché					
Copie dument paraphé à toutes les pages du Cahier de Clauses Administratives Particulières (CCAP), daté, signé et cacheté à la dernière page					
Copie dument paraphé à toutes les pages du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), daté, signé et cacheté à la dernière page					
Le critère est satisfaisant si le soumissionnaire obtient 1 sur 2 sous critères.					
ANALYSE FINANCIERE					
<p>L'analyse de l'offre financière se fera par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La vérification de la conformité des prix en lettres avec les prix en chiffres ; - La vérification des calculs. <p>En cas de différence, les prix en lettres du bordereau des prix primeront sur les prix en chiffres.</p> <p>Le marché sera attribué au soumissionnaire le moins-disant ayant présenté une offre techniquement Qualifiée.</p>					



COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES INTERNAL TENDERS BOARD

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
EN PROCEDURE D'URGENCE
N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 DU 29/12/2023
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE PLANTATION D'ARBRES
EN ALIGNEMENT SUR CERTAINES VOIES PRINCIPALES DE LA
VILLE DE YAOUNDE.**

FINANCEMENT: BUDGET CUY, EXERCICE 2023 ET SUIVANT

**IMPUTATION: LIGNE 221 120 (AMENAGEMENT DES JARDINS,
PLACES PUBLIQUES, ESPACES VERTS Etc.)**

PIÈCE N° 4: CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Table des matières

Chapitre I: Généralités.....	50
Article 1: Objet du marché.....	50
Article 2: Procédure de passation du marché.....	50
Article 3: Définitions et attributions	50
Article 4: Langue, loi et règlements applicables	50
Article 5: Pièces constitutives du marché	51
Article 6: Textes généraux applicables	51
Article 7: Communication.....	52
Article 8: Ordres de service	52
Article 9: Marchés à tranches conditionnelles	52
Article 10: Matériel et personnel du cocontractant	53
Chapitre II : Clauses financières.....	53
Article 11: Garanties et cautions	53
Article 12: Montant du marché	53
Article 13: Lieu et mode de paiement.....	53
Article 14: Variation des prix.....	53
Article 15 : Formules de révision des prix	53
Article 16 : Formules d'actualisation des prix	54
Article 17 : Travaux en régie	54
Article 18: Valorisation des travaux	54
Article 19 : Valorisation des approvisionnements	54
Article 20: Cautionnement d'avance de démarrage	54
Article 21: Règlement des travaux.....	54
Article 22: Intérêts moratoires	55
Article 23: Pénalités	55
Article 24: Règlement en cas de groupement	55
Article 25: Décompte final.....	55
Article 26: Décompte général et définitif.....	55
Article 27: Régime fiscal et douanier.....	56
Article 28: Timbres et enregistrement du marché.....	56
Chapitre III : Exécution des travaux.....	56
Article 29: Consistance des prestations.....	56
Article 30: Obligations du Maître d'Ouvrage	58
Article 31: Durée d'exécution du marché	59
Article 32: Rôles et responsabilités du cocontractant	59
Article 33: Mise à disposition des documents et du site	59
Article 34: Assurances des ouvrages et responsabilités civiles.....	59
Article 35 : Pièce à fournir par l'entrepreneur	59

Article 36 : Organisation et sécurité des chantiers.....	59
Article 37 : Implantation des ouvrages	59
Article 38 : Sous-traitance.....	59
Article 39 : Laboratoire de chantier et essais.....	59
Article 40: Journal de chantier	59
Article 41 : Utilisation des explosifs.....	60
<u>Chapitre IV : De la réception</u>	<u>60</u>
Article 42: Recette technique.....	60
Article 43 : Documents à fournir après exécution	60
Article 44 : Délai de garantie	60
Article 45 : Réception définitive.....	60
<u>Chapitre V : Dispositions diverses</u>	<u>61</u>
Article 46 : Résiliation du marché	61
Article 47 : Cas de force majeure.....	61
Article 48 : Différends et litiges.....	61
Article 49 : Edition et diffusion du présent marché	61
Article 50 et dernier : Entrée en vigueur du marché	61

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Chapitre I: Généralités

Article 1: Objet du marché

Le présent marché a pour objet : la réalisation des travaux de plantation d'arbres en alignement le long de certaines voiries principales dans la ville de Yaoundé (entre le rond-point Ahala et le lieu-dit barrière Ahala).

Article 2: Procédure de passation du marché

Le présent marché est passée après « Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 DU 29/12/2023 pour les travaux de plantation d'arbres en alignement le long de certaines voies principales dans la ville de Yaoundé (entre le rond-point Ahala et le lieu-dit barrière Ahala). ».

Article 3: Définitions et attributions

3.1. Définitions générales

- Le Maître d'Ouvrage est le Maire de la Ville de Yaoundé.
- Le Chef de Service du marché est le Directeur des Jardins et Espaces Verts de la Communauté Urbaine de Yaoundé.
- L'Ingénieur du marché est le Sous-Directeur des forêts communautaires, il est chargé de la direction et du contrôle permanent de l'exécution des prestations.
- Le cocontractant est _____.

3.2. Nantissement

Le présent marché peut être donnée en nantissement, sous réserve de toute forme de cession de créance.

Dans ce cas :

- Le responsable chargé de l'ordonnancement et de la liquidation est le Maitre d'ouvrage.
- Le responsable chargé du paiement est le Receveur Municipal de la Communauté Urbaine de Yaoundé.
- Le responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent marché est le Directeur des Jardins et des Espaces Verts de la Communauté Urbaine de Yaoundé.

Article 4: Langue, loi et règlements applicables

4.1. La langue utilisée est le français ou l'anglais.

4.2. L'entrepreneur s'engage à observer les lois, règlements en vigueur en République du Cameroun et ce, aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché.

Si ces lois et règlements en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

Article 5: Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont par ordre de priorité :

1. La lettre de soumission ou l'acte d'engagement ;
2. la soumission du cocontractant et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Clauses Administratives Particulières et au Cahier des Clauses Techniques Particulières ci-dessous visés ;
3. le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
4. le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
5. les éléments propres à la détermination du montant du marché, tels que, par ordre de priorité : les bordereaux des prix unitaires ; l'état des prix forfaitaires ; le détail ou le devis estimatif ; la décomposition des prix forfaitaires et/ou le sous-détail des prix unitaires ;
6. le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés Publics de travaux mis en vigueur par arrêté N° 033/CAB/PM du 13 février 2007 ;
7. le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux prestataires faisant l'objet du marché.

Article 6: Textes généraux applicables

Le présent marché est soumis aux textes généraux en vigueur ci-après :

1. La loi n° 94-01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche ;
2. La loi cadre N° 96/12 du 05 août 1996 sur la gestion de l'environnement ;
3. La Loi n°2018/011 du 11 juillet 2018 portant code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des Finances Publiques au Cameroun ;
4. La Loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'État et des autres entités publiques ;
5. La Loi 2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisée ;
6. La Loi n°2021/026 du 16 décembre 2021 portant Loi de Finances de la République du Cameroun pour l'Exercice 2022 ses textes modificatifs subséquents ;
7. Le décret n° 2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics, modifié et complété par le décret n°2012/076 du 8 mars 2012 ;
8. Le Décret n°2012/075 du 8 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés publics, en ses dispositions non contraires au Codes des Marchés Publics ;
9. Le Décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics et ses textes subséquents ;
10. Le Décret n°2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics ;
11. La Circulaire n°00000456/C/MINFI du 30 décembre 2021 Portant Instructions relatives à l'Exécution des lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'État et des Autres Entités Publiques pour l'Exercice 2022 ;
12. Lettre-Circulaire No 00000004/LC/MINFI du 10 mars 2022 relative à l'exécution, au Suivi et au Contrôle de l'exécution des budgets des Collectivités Territoriales Décentralisées pour l'exercice 2022 ;

13. Les normes en vigueur.

Article 7: Communication

7.1. Toutes les communications au titre présent marché sont écrites et les notifications faites aux adresses ci-après :

a. Dans le cas où le cocontractant est le destinataire : Madame/Monsieur.

Passé le délai de 15 jours fixé à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au Maître d'Ouvrage, au chef de service son domicile, les correspondances seront valablement adressées à l'adresse du cocontractant.

b. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage en est le destinataire :

Monsieur le Maire de la Ville de Yaoundé avec copie adressée dans les mêmes délais, au Chef de service du marché, à l'Ingénieur du marché, au Maître d'Œuvre, le cas échéant.

7.2. Le cocontractant adressera toutes notifications écrites ou correspondances au Maître d'Œuvre, avec copie au Chef de service du marché.

Article 8: Ordres de service

Les différents ordres de service seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

8.1 L'ordre de service de commencer les travaux est signé par le Maître d'Ouvrage et notifié par le Chef de Service du marché au Cocontractant avec copie à l'Ingénieur du marché, à l'Organisme Payeur et au Maître d'œuvre le cas échéant.

8.2 Sur proposition du Maître d'Ouvrage, les ordres de service ayant une incidence sur l'objectif, le montant ou le délai d'exécution du marché seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef de service du marché au Cocontractant avec copie à l'Ingénieur du marché, au Maître d'œuvre et à l'Organisme Payeur. Le visa préalable de l'Organisme Payeur sera éventuellement requis avant la signature de ceux ayant une incidence sur le montant.

8.3 Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal du chantier seront directement signés par le Chef de service du Marché et notifiés au Cocontractant par l'Ingénieur du marché ou le Maître d'œuvre (le cas échéant).

8.4 Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au Cocontractant par le Chef de service du marché, avec copie à l'Ingénieur du marché et au Maître d'œuvre.

8.5 Les ordres de service de suspension et de reprise des travaux, pour cause d'intempéries ou autre cas de force majeure, seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au Cocontractant par le Chef de service du marché, avec copie à l'Ingénieur du marché et au Maître d'œuvre.

8.6 Le Cocontractant dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas le Cocontractant d'exécuter les ordres de service reçus.

Article 9: Marchés à tranches conditionnelles

Sans objet

Article 10: Matériel et personnel du cocontractant

10.1. Toute modification, même partielle, apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Chef de service du marché. En cas de modification, le cocontractant le fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins égale.

10.2. En tout état de cause, les listes du personnel d'encadrement à mettre en place seront soumises à l'agrément du Maître d'œuvre dans les. Jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencer les travaux. Le Maître d'Œuvre disposera de quinze (15) jours pour notifier par écrit son avis avec copie au Chef de service du marché. Passé ce délai, les listes seront considérées comme approuvées.

10.3. Toute modification unilatérale apportée aux propositions en personnel d'encadrement de l'offre technique, avant et pendant les travaux constitue un motif de résiliation du marché tel que visé à l'article 45 ci-dessous ou d'application de pénalités.

10.4 Le cocontractant utilisera le matériel approprié proposé dans le projet d'exécution pour la bonne exécution des prestations selon les règles de l'art.

10.5 Toute modification apportée sera notifiée à l'Autorité contractante.

Chapitre II : Clauses financières

Article 11: Garanties et cautions

Sans objet

Article 12: Montant du marché

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du [détail ou devis estimatif] ci-joint, est de _____ (en chiffres) _____ (en lettres) francs CFA Toutes Taxes Comprises (TTC) ; soit :

- Montant HTVA : _____ (____) francs CFA
- Montant de la TVA : _____ (____) francs CFA
- Montant de la TSR et/ou l'AIR : _____ (____) francs CFA

Article 13: Lieu et mode de paiement

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues en francs CFA. Les règlements se feront en francs CFA, soit (*montant en chiffres et en lettres HTVA*), par le crédit du compte n°: _____ouvert au nom du cocontractant à la banque_____

Article 14: Variation des prix

Sans objet

Article 15 : Formules de révision des prix

Sans objet

Article 16 : Formules d'actualisation des prix

Sans objet

Article 17 : Travaux en régie

Sans objet

Article 18: Valorisation des travaux

Le présent marché est à prix unitaires et forfaitaires.

Article 19 : Valorisation des approvisionnements

Sans objet

Article 20: Cautionnement d'avance de démarrage

20.1. Le Maître d'Ouvrage peut accorder une avance de démarrage égale maximum à vingt pour cent (20%) du montant TTC du marché.

20.2 Cette avance dont la valeur ne peut excéder vingt pour cent (20%) du prix initial TTC du marché, est cautionnée à cent pour cent (100%) par un établissement bancaire de droit camerounais ou un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur, et remboursée par déduction sur les acomptes à verser à l'entrepreneur pendant l'exécution du marché, suivant des modalités définies dans le CCAP.

20.3 La totalité de l'avance doit être remboursée au plus tard dès le moment où la valeur en prix de base des prestations réalisées atteint quatre-vingt pour cent (80%) du montant du marché.

20.4 Au fur et à mesure du remboursement des avances, le Maître d'Ouvrage donnera la main levée de la partie de la caution correspondante, sur demande expresse du cocontractant.

20.5 La possibilité d'octroi d'avance de démarrage et/ou d'avance sur approvisionnement doit être expressément stipulée dans le dossier d'appel d'offres.

Article 21: Règlement des travaux

21.1. Constatation des travaux exécutés

Avant le 30 de chaque mois, le cocontractant et l'Ingénieur du marché établissent un attachement contradictoire qui récapitule et fixe les quantités réalisées et constatées pour chaque poste du bordereau au cours du mois et pouvant donner droit au paiement.

21.2. Décompte mensuel

Au plus tard le cinq (5) du mois suivant le mois des prestations, le cocontractant remettra en sept (07) exemplaires au Chef de Service du marché, deux projets de décompte provisoire mensuel (un décompte hors TVA et un décompte du montant des taxes), selon le modèle agréé et établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution

du marché, depuis le début de celle-ci.

Seul le décompte hors TVA sera réglé au cocontractant. Le décompte du montant des taxes fera l'objet d'une écriture d'ordre entre les budgets du Ministère des finances.

Le montant HTVA de l'acompte à payer au cocontractant sera mandaté comme suit :

- 97,8 % ou 94,5% versé directement au compte du cocontractant ;
- 2,2 % ou 5,5% versé au Trésor public au titre de l'AIR dû par le cocontractant ;

Le Chef de service du marché et l'Ingénieur du marché disposent d'un délai de vingt et un (21) jours pour procéder à la signature des décomptes et leur transmission au comptable chargé du paiement

Une copie du décompte corrigée est retournée au cocontractant le cas échéant.

21.3. Décompte d'avance de démarrage

(Le cas échéant).

Article 22: Intérêts moratoires

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues conformément au décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

Article 23: Pénalités

- Retard de plus de quinze (15) jours calendaires dans l'exécution d'un ordre de service ou arrêt injustifié des travaux de plus de sept (07) jours calendaires ;
- Retard dans les travaux entraînant des pénalités au-delà de dix (10) % du montant des travaux ;
- Refus de la reprise des travaux mal exécutés ;
- Défaillance du cocontractant ;
- Non-paiement persistant des prestations.

Article 24: Règlement en cas de groupement

24.1. Les paiements seront effectués au mandataire, le cas échéant.

24.2. Les sous- traitants seront payés par le cocontractant, le cas échéant.

Article 25: Décompte final

25.1. Après achèvement des travaux et dans un délai maximum de trente (30) jours après la date de réception provisoire, le Cocontractant établira à partir des constats contradictoires, le projet de décompte final des travaux effectivement réalisés qui récapitule le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble.

25.2. Le Chef de service du marché dispose de quinze (15) jours pour notifier le projet rectifié et accepté à l'Ingénieur du marché.

25.3. Le Cocontractant dispose de sept (07) jours pour renvoyer le décompte final revêtu de sa signature.

Article 26: Décompte général et définitif

26.1. A la fin de période de garantie qui donne lieu à la réception définitive des travaux,

le Chef de service du marché dresse le décompte général et définitif du marché qu'il fait signer contradictoirement par le Cocontractant et le Maître d'Ouvrage. Ce décompte comprend :

- le décompte final,
- le solde,
- la récapitulation des acomptes mensuels.

La signature du décompte général et définitif sans réserve par le Cocontractant, lie définitivement les parties et met fin au marché, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires.

26.2. Le Cocontractant dispose d'au maximum trente (30) jours pour renvoyer le décompte général et définitif revêtu de sa signature.

26.3. Visa préalable au paiement

La transmission de tout décompte au comptable chargé des paiements est subordonnée au visa préalable du MINMAP.

Article 27: Régime fiscal et douanier

Le décret N° 2003/651/PM du 16 avril 2003 définit les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des Marchés Publics. La fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

- des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l'AIR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés ;
- des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du code des impôts ;
- des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché :
 - * droits et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique) ;
 - * droits et taxes communaux,
 - * droits et taxes relatifs aux prélèvements des matériaux et d'eau.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

Le prix TTC s'entend TVA incluse.

Article 28: Timbres et enregistrement du marché

Sept (07) exemplaires originaux du marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais du cocontractant, conformément à la réglementation.

Chapitre III : Exécution des travaux

Article 29: Consistance des prestations

L'ensemble des travaux comprend notamment :

➤ Les travaux préliminaires :

• L'installation de chantier incluant notamment :

- L'amené et le repli de matériel ;
- La fabrication et l'installation de quatre plaques de chantier suivant le modèle fourni ;

- La construction de l'abris de chantier en matériaux provisoires au niveau des ilots de l'échangeur d'Ahala. L'abris de chantier est de dimensions 400/300 cm ;
- L'ingénierie sociale, incluant l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'information, de communication et de sensibilisation des populations riveraines, relativement aux activités prévues par le projet et la nécessité d'en assurer la préservation.
- L'élaboration d'un projet d'exécution ;
- L'élaboration d'un plan d'assurance qualité ;
- La production d'une analyse des risques/impacts et la formulation d'un plan de gestion environnementale relativement au projet.
- La fourniture et la pose de 08 grandes plaques signalétiques et sécuritaires (150/100 cm), comprenant les informations textuelles suivantes : ATTENTION TRAVAUX, suivi du pictogramme correspondant. Les plaques signalétiques sont de couleur noir et jaune ;
- La fourniture et la pose de 08 petites plaques signalétiques et sécuritaires (75/100 cm), comprenant les informations textuelles suivantes : ATTENTION TRAVAUX, suivi du pictogramme correspondant. Les plaques signalétiques sont de couleur noir et jaune ;
- **Les travaux de plantation :**
 - Le désherbage initial du site ;
 - La fourniture et la pose des piquets en bois de dimensions 165/4/4 cm ;
 - Le décompactage des sols en déblais par la réalisation des fosses de plantation de dimensions 100/100/100 cm ;
 - La réalisation des travaux de trouaison au niveau des ilots de l'échangeur d'Ahala ;
 - Le coffrage et le coulage des bordures en béton simple autour de chaque fosse de plantation (10/25cm pour l'épaisseur et la hauteur) ;
 - Le regarnissage des fosses de plantation en terre végétale ;
 - La fourniture des plants et la plantation des arbres ;
 - La fourniture et la pose des gardes de protection des arbres en alignement, les gardes sont de formes carrées, aux dimensions 165/100 cm ;
 - La fourniture et la pose des modules d'arrosage par goutte à goutte, fabriqués suivants les indications du Maître d'ouvrage ;
 - La fourniture et la pose du paillage (copeaux de bois exclusivement) ;
 -

➤ **Les travaux d'entretien :**

- ***L'arrosage des plantes :***

Les jeunes plantations devront être arrosé durant la phase d'entretien. L'arrosage consistera ici à remplir constamment les réservoirs du système d'arrosage par goutte à goutte de chaque arbre. Le cocontractant devra mener une étude en vue de déterminer la vitesse d'assèchement des réservoirs, et à partir des données obtenues mettre en place un planning de remplissage desdits réservoirs.

- **Le contrôle et l'entretien du tuteurage ainsi que des gardes de protections :**

Il conviendra de s'assurer que le tuteur disposé au niveau de chaque arbre reste en place. De même, il faudrait également veiller à ce que le tronc de chaque arbre pousse sans aucune déformation. Les tuteurs défectueux devront être remplacés ; les gardes de protection ayant subis un endommagement devront être restaurées.

- **Le contrôle de la croissance des arbres :**

Planter des arbres en alignement implique de définir un aspect général (allure) que devra présenter la plantation. A ce propos, il est question de mener des interventions afin de s'assurer de la bonne croissance des arbres. Lesdites interventions porteront notamment sur le petit élagage (réduction des masses foliaires si nécessaire), l'élimination des sujets mal fichus (branches sèches, branches déformées, etc.).

- **Le traitement phytosanitaire :**

Il conviendra de veiller à l'application de certains produits, afin de prévenir les maladies chez les jeunes plants, ainsi qu'apporter les nutriments à ces derniers.

- **Remplacement des plants ayant dépéris :**

Il est de coutume dans les nouvelles plantations, de prévoir sur la survenue des cas de perte, ceci étant, ces pertes ne peuvent excéder le ratio de 10% des arbres initialement plantées.

En cas de dépérissement de certains des arbres plantés, il conviendra de veiller au remplacement de ces derniers.

Le remplacement des plants ayant dépéris ne tient pas compte des malfaçons lors des travaux de plantation initiale. En principe, si le travail est fait suivant les normes en la matière, il n'y aura pas de besoins en matière de remplacement.

- **Le désherbage permanent du site :**

Les sites des travaux doivent faire l'objet d'un désherbage permanent, afin de s'assurer de la propreté du site pendant la durée du marché, ainsi que faciliter les travaux d'inspection. Le désherbage est essentiellement manuel au moyen de machettes et de dabs.

Il sera question de retirer les mauvaises herbes autour des arbres plantés en alignement, d'assurer le désherbage permanent de l'espace reboisé au niveau des ilots de l'échangeur d'Ahala, ainsi que du désherbage du couloir de plantation en alignement sur l'intersection Echangeur Ahala – Carrefour Barrière.

- **Le renouvellement du paillage :**

Il conviendra de s'assurer que la couche de matériaux disposé au pied des arbres est toujours garnie et joue son rôle.

➤ Toutes autres sujétions nécessaires à la bonne exécution des travaux.

[Cf. CCTP]

Article 30: Obligations du Maître d'Ouvrage

30.1. Le Maître d'Ouvrage est tenu de fournir au cocontractant les informations nécessaires à l'exécution de sa mission, et de lui garantir, aux frais de ce dernier, l'accès aux sites des projets.

30.2. Le Maître d'Ouvrage assure au cocontractant la protection contre les menaces, outrages, violences, voies de fait, injures ou diffamations dont il peut être victime en raison ou à l'occasion de l'exercice de sa mission.

Article 31: Durée d'exécution du marché

31.1. La durée d'exécution des travaux objet du présent marché est de douze (12) mois dont notamment trois (03) mois pour la phase de plantation et neuf (09) mois pour la phase d'entretien.

31.2. Cette durée court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

Article 32: Rôles et responsabilités du cocontractant

Le planning détaillé et général d'avancement des travaux sera communiqué au Chef de Service du marché en cinq (05) exemplaires à chaque début du mois.

Article 33: Mise à disposition des documents et du site

Le Maître d'Ouvrage met le site des travaux et ses voies d'accès à la disposition du cocontractant en temps utile et au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Article 34: Assurances des ouvrages et responsabilités civiles

Les polices d'assurances suivantes sont requises au titre du présent marché dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché :

- Assurance responsabilité, chef d'entreprise ;
- Assurance « tous risques chantier ».

Article 35 : Pièce à fournir par l'entrepreneur

Sans objet

Article 36 : Organisation et sécurité des chantiers

Sans objet

Article 37 : Implantation des ouvrages

Sans objet

Article 38 : Sous-traitance

Sans objet

Article 39 : Laboratoire de chantier et essais

Sans objet

Article 40: Journal de chantier

40.1. Le journal de chantier sera signé contradictoirement par l'Ingénieur du marché et le représentant du cocontractant systématiquement tous les mois, lors des réunions de chantiers et à chaque visite de chantier.

40.2. C'est un document contradictoire unique. Ses pages sont numérotées et visées. Aucune page ne doit être enlevée. Les parties raturées ou annulées sont signalées en marge pour validation.

Article 41 : Utilisation des explosifs

Sans objet

Chapitre IV : De la réception

Article 42: Recette technique

La recette des prestations est prononcée à la fin de chaque phase pour les travaux préliminaires et les travaux de plantation, et à chaque fin de mois pour la phase d'entretien, par la Commission de suivi et de recette technique composée ainsi qu'il suit :

- Le Maître d'ouvrage ou son représentant, Président ;
- Le Chef de Service du marché, membre ;
- L'Ingénieur du marché, Rapporteur ;
- Le Chef de Service de la Comptabilité Matières à la CUY, membre ;
- Le Sous-Directeur des Marchés Publics à la CUY ou son représentant, membre
- Le cocontractant, membre ;

Le représentant du MINMAP assiste à la commission en tant qu'observateur.

La recette examine le procès – verbal des opérations préalables à la réception, les attachements, les rapports descriptifs des prestations effectuées du mois concerné et prononce la réception des travaux s'il y a lieu.

La visite de réception mensuelle fera l'objet du procès – verbal de réception provisoire signé sur le champ par tous les membres de la recette.

Article 43 : Documents à fournir après exécution

A la fin de chaque mois, le Cocontractant devra fournir un rapport descriptif des prestations effectuées.

Article 44 : Délai de garantie

Sans objet

Article 45 : Réception définitive

La réception définitive a lieu après la fin de la phase d'entretien des plantations. Le cocontractant adressera à ce propos une demande à l'attention du Maître d'ouvrage en vue de la réception des travaux.

Après réception et transmission du courrier au chef de service du marché, il revient à l'ingénieur du marché d'assurer la pré réception technique des travaux, sanctionnée par l'élaboration d'un procès-verbal.

Une fois la pré-réception technique des travaux assurée, le Maître d'ouvrage procédera à la réception définitive des travaux.

Chapitre V : Dispositions diverses

Article 46 : Résiliation du marché

Le marché peut être résilié comme prévu au décret n°2018/366 du 20 juin 2018 et également dans les conditions stipulées aux articles 74, 75 et 76 du CCAG, notamment dans l'un des cas de :

- Retard de plus de quinze (15) jours calendaires dans l'exécution d'un ordre de service ou arrêt injustifié des travaux de plus de sept (7) jours calendaires ;
- Retard dans les travaux entraînant des pénalités au-delà de 10% du montant des travaux ;
- Refus de la reprise des travaux mal exécutés ;
- Défaillance du cocontractant ;
- Remplacement des personnels clés sans l'accord de l'Ingénieur du marché.

Article 47 : Cas de force majeure

Dans le cas où l'entrepreneur invoquerait les conditions météorologiques comme cas de force majeure, les seuils en deçà des quels aucune réclamation ne sera admise sont :

- pluie : 200 millimètres en 24 heures ;
- vent : 40 mètres par seconde ;
- crue : la crue de fréquence décennale.

Article 48 : Différends et litiges

Les différends ou litiges nés de l'exécution du présent marché peuvent faire l'objet d'un règlement à l'amiable.

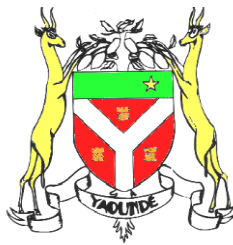
Lorsqu'aucune solution amiable ne peut être apportée au différend, celui-ci est porté devant la juridiction camerounaise compétente.

Article 49 : Edition et diffusion du présent marché

Vingt (20) exemplaires du présent marché seront édités par les soins du cocontractant et fournis au chef de service du marché.

Article 50 et dernier : Entrée en vigueur du marché

Le présent marché ne deviendra définitif qu'après sa signature par le Maire de la Ville de Yaoundé. Elle entrera en vigueur dès sa notification au cocontractant par ce dernier.



**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS BOARD**

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
EN PROCEDURE D'URGENCE
N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 DU 29/12/2023
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE PLANTATION D'ARBRES
EN ALIGNEMENT SUR CERTAINES VOIES PRINCIPALES DE LA
VILLE DE YAOUNDE.**

FINANCEMENT: BUDGET CUY, EXERCICE 2023 ET SUIVANT

**IMPUTATION: LIGNE 221 120 (AMENAGEMENT DES JARDINS,
PLACES PUBLIQUES, ESPACES VERTS Etc.)**

**PIÈCE N° 5: CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES**

Table des matières

<u>PIÈCE N° 5: CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</u>	<u>62</u>
I. OBJET DU C.C.T.P.....	64
II. CONSISTANCE DES TRAVAUX	64
2.1. Travaux de création.....	64
2.2. Travaux de parachèvement.....	64
2.3. Travaux de confortement :.....	65
2.4. DOCUMENTS DE REFERENCE	65
2.5. INDICATIONS GENERALES.....	65
2.6. PRESCRIPTIONS GENERALE	65
III. TRAVAUX DE PLANTATION	67
3.1. PROVENANCE, QUALITE FOURNINTURE ET DES TRAVAUX.....	67
3.2. MODE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE PLANTATION	72
3.3. TRAVAUX PREPARATOIRES AUX PLANTATIONS	74
3.4. EXÉCUTION DES PLANTATIONS	76
3.5. ENTRETIEN.....	78

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

I. OBJET DU C.C.T.P.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) définit les spécifications et les conditions d'exécution des travaux de réalisation, de suivi et de garantie des plantations d'arbres en alignement le long de certaines voies principales de la Ville de Yaoundé.

II. CONSISTANCE DES TRAVAUX

2.1. Travaux de création

Ils comportent :

- L'installation du chantier ;
- La signalisation temporaire du chantier ;
- La protection de la végétation existante ;
- Le piquetage préalable ;
- Le repérage des réseaux et fourreaux existants ;
- Le nettoyage initial du site ;
- Les terrassements nécessaires aux plantations ;
- La fourniture et la mise en place de terre végétale le cas échéant ;
- La fourniture et la plantation des végétaux, y compris parage des racines, taille initiale et arrosage ;
- La fourniture et la mise en place des accessoires de plantation (Haubans, attaches, films plastiques) ;
- La remise en état des lieux post réalisation,

Les travaux seront réalisés conformément au présent CCTP, et sont définis par le plan de plantations et les descriptions du BPU.

2.2. Travaux de parachèvement

Ces travaux interviennent à compter de la réception des plantations et jusqu'au constat de reprise suivant la fin de chantier et comporte :

- La fourniture et la mise en œuvre des amendements, fertilisants et traitements Phytosanitaires nécessaires ;
- Le suivi général (suivi des tuteurs et des attaches, désherbage, binage, façonnage des cuvettes...) ;
- La fourniture et le transport sur le site de l'eau nécessaire aux arrosages ;
- Le remplacement des végétaux morts, dépérissant ou disparus ;
- Le suivi des installations d'arrosage ;
- D'une manière plus générale, tous les travaux se rapportant aux plantations.

2.3. Travaux de confortement :

Ces travaux qui interviennent à compter du constat de reprise pendant une période de 09 mois, et comportent toutes les prestations prévues dans le cadre des travaux de confortement y compris les tailles (formations, éclaircies, recépage...) et interventions prévues dans le fascicule 35.

Cette liste n'est pas limitative, étant entendu que les travaux de l'entreprise doivent comprendre l'exécution de tout ce qui est nécessaire à un achèvement complet par rapport aux objectifs à atteindre.

2.4. DOCUMENTS DE REFERENCE

Pour l'exécution des travaux qui font l'objet du présent marché, il est fait référence aux documents suivants :

- Toutes les normes applicables en la matière, d'ici ou d'ailleurs.

2.5. INDICATIONS GENERALES

L'entrepreneur devra :

- Prendre connaissance du présent C.C.T.P. et des différentes pièces du dossier, et vérifier en détail l'ensemble des propositions du projet afin de signaler par écrit les éventuelles anomalies avant la signature du marché. Faute de quoi il sera réputé avoir accepté les clauses du dossier et s'être engagé à fournir toutes les prestations de sa spécialité nécessaires au parfait achèvement des travaux.
- S'être rendu compte de la nature et de l'étendue des prestations qu'il doit effectuer, ainsi que des sujétions relevant des lieux d'intervention (notamment dans le domaine de l'accessibilité ou de l'approvisionnement en eau). Ainsi, il ne pourra arguer de ces éléments pour modifier sa prestation ou demander une majoration des prix.
- Identifier l'emplacement des réseaux et ouvrages, sachant qu'il sera responsable des éventuels dégâts, la remise en état devant se faire à ses frais dans les meilleurs délais.
- Contacter le gestionnaire de la route et les concessionnaires éventuels, remplir les déclarations préalables d'intention de travaux, obtenir toutes les autorisations nécessaires avant de commencer son travail.
- Respecter la législation et la réglementation en vigueur, et fournir des produits répondant aux normes existantes, même s'il ne s'agit que de normes expérimentales.

2.6. PRESCRIPTIONS GENERALE

2.6.1. Responsabilités et obligations de l'Entrepreneur

Les travaux définis ci-dessus constituent un tout. L'Entrepreneur devra :

- Se rendre compte de l'état des terrains à aménager et, d'une façon générale, de tous les travaux à exécuter ;
- Se rendre compte de l'état des ouvrages et des installations existantes ;

- Apprécier toutes les difficultés susceptibles d'être rencontrées au cours des travaux de création, d'aménagement ou d'entretien. Si celles-ci étaient de nature à empêcher le bon déroulement des travaux, l'Entrepreneur devra en faire part dans les meilleurs délais au Maître de l'Ouvrage, et s'il le juge nécessaire, les lui soumettre par écrit.
- Prendre connaissance dans les moindres détails des indications concernant les travaux qui lui sont prescrits.

Le présent CCTP ainsi que les pièces telles que les plans et descriptifs fournis à l'Entrepreneur ont pour but de le renseigner sur la nature, l'importance et la dimension des ouvrages à exécuter ou à protéger. Mais l'Entrepreneur devra, comme étant compris dans les prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession indispensables à l'achèvement complet, dans les règles de l'art, du programme demandé.

2.6.2. Plans de récolement

L'Entreprise doit, dans le cadre du Marché, veiller à l'établissement des dossiers de récolement. Les dossiers de récolement comprennent :

- Un plan localisant les essences végétales du projet remplacées pendant la période de confortement.
- Un plan localisant les essences végétales au moment de la réception.
- Un calendrier d'entretien de la période de confortement.
- Un calendrier de préconisation d'entretien pour l'année N+1 suivant la réception définitive du chantier.
- Une partie fourniture comprenant :
 - Les matériaux utilisés et leur provenance (fiche technique et bon de commande par exemple) ;
 - Les végétaux plantés et leur provenance (fiche technique et bon de commande par exemple)
- La remise de ce dossier conditionnera l'établissement du Procès-verbal de Réception.

2.6.3. Protection des ouvrages existants

L'Entrepreneur sera tenu de veiller à ne pas détériorer les ouvrages existants dans le cadre de l'opération (réseaux, bâtiments ou espaces extérieurs).

En cas de dégradation, l'Entrepreneur devra la réfection et la rémunération des dommages causés.

2.6.4. Repérage des réseaux existants

Avant de commencer les travaux, le repérage des réseaux existants sera fait de façon précise. L'Entrepreneur demandera au Maître d'Ouvrage et aux services concessionnaires concernés les plans de réseaux existants. Le plan fourni par le Maître d'Œuvre n'est réputé qu'indicatif.

Cette prestation est implicitement incluse dans les prix du marché.

2.6.5. Propreté des abords du chantier - Dépôts et rangements

Les matériaux seront livrés et entreposés si nécessaire, aux endroits désignés par le Maître d'Ouvrage. Si pendant le déroulement du chantier celui-ci devait demander le déplacement des installations de chantier et des dépôts, l'Entrepreneur s'y conformera sans retard et sans qu'aucune indemnité de quelque nature lui soit due.

L'Entrepreneur ne pourra occuper la voie publique au-delà des limites qui lui auront été assignées. Les transports seront faits de manière à ne pas dégrader les trottoirs, routes ou formes déjà établis, si des dégradations sont commises, elles devront être réparées sans retard par l'Entrepreneur ou à ses frais par un autre Entrepreneur, suivant le cas.

Si les dégradations ne sont pas immédiatement réparées dans le délai prescrit par le Maître d'Ouvrage, le fait sera constaté par un procès-verbal, et le dommage sera réparé d'office aux frais de l'Entrepreneur sans préjudice de la responsabilité de ce dernier en cas d'accident.

III. TRAVAUX DE PLANTATION

3.1. PROVENANCE, QUALITE FOURNINTURE ET DES TRAVAUX

3.1.1. Terre végétale :

La terre végétale est à fournir par l'entrepreneur à partir de lieux d'emprunt de son choix.

Ce dernier devra faire connaître au maître d'œuvre l'origine de cette terre en précisant le lieu et la profondeur d'extraction.

Elle devra être exempte de matières susceptibles de porter atteinte au développement des végétaux plantés (hydrocarbures, résidus de produits phytosanitaires...). En particulier, l'usage de terre provenant de parcelles ou a auparavant été cultivé du maïs est proscrit du fait de la présomption de présence de simazine et / ou d'atrazine.

La terre végétale devra être homogène, sans pierres ni débris. Elle ne devra pas contenir plus de 15 % d'éléments pierreux retenus à l'anneau de 0.02m.

La terre de référence est une terre franche de texture limono-sableuse et perméable.

L'analyse physique (procédé Demolon) fera apparaître les proportions suivantes :

- Argile 5 à 10 % ;
- Limons fins 10 à 15 % ;
- Limons grossiers 15 à 30 % ;
- Sables totaux 30 à 50 %.

L'analyse chimique (selon le procédé Anstett) devra faire apparaître les valeurs suivantes :

- Ca CO₃ 1 à 5 % ;
- Matière organique 3 à 5 % ;
- Acide phosphorique assimilable 0.25 % ;
- Potassium échangeable 0.50 % ;
- PH (mesure de l'acidité) Autour de 7.5.

Préalablement à tout apport sur le site, un échantillon devra être présenté pour agrément au Maître d'Œuvre, lequel pourra, en cas de doute sur la qualité de la terre végétale, faire procéder à une analyse aux frais de l'Entrepreneur par un laboratoire de son choix. Si cette analyse se révélait négative, le Maître d'Œuvre pourrait soit rebuter la terre d'apport, soit faire procéder à son amendement aux frais de l'Entrepreneur. Une seconde analyse pourrait alors être réalisée aux frais de ce dernier.

Les terres ayant reçu des boues de station de traitement d'eaux usées ne sont pas admises.

Amendement, engrais, produits fertilisants et phytosanitaires, adjuvants et autres produits.

3.1.2. Amendement, engrais, produits fertilisants et phytosanitaires, adjuvants et autres produits :

L'amendement organique utilisé devra satisfaire à la norme NF U44-051. Il sera criblé et sans impuretés (plastique, ferraille, pierres...). Il sera de type compost ou fumier de mouton non pailleux.

L'engrais organique utilisé devra satisfaire à la norme NF U42-001. Il sera de type NPK 2,5/3,5/2 à base de déchets de poissons broyés et compostés.

L'analyse du produit, l'indication de sa provenance ou les bons de pesée pourront être demandées par le Maître d'œuvre.

Les engrais minéraux à employer seront les suivants :

- Engrais dit “ starter ” de type N.P.K. 10.52.10 pour la plantation des arbres et arbustes ;
- Engrais dit “ à action lente ou à libération progressive, peu chloré voir non chlorés ” de type N.P.K. 10.5.20 + MgO + SO₃ + Oligo-éléments pour la plantation et le suivi des arbres et arbustes.

Le désherbant total utilisable préalablement aux plantations sera de type glyphosate (ou techniquement équivalent) dosé 360g/litre, agissant par contact et diffusion systémique, et ne présentant pas de rémanence.

Les interventions de désherbage chimique réalisées après la plantation sur arbres, arbustes ou couvre-sol seront réalisées au moyen de désherbants agissant en prélevée.

Les produits phytosanitaires utilisés devront être, tant au niveau des caractéristiques des produits actifs utilisés, que des conditions d'application par le personnel, conformes à la réglementation en vigueur et aux normes préconisées par les fabricants. La fiche technique de ces produits sera soumise préalablement à l'accord du maître d'œuvre.

L'attention de l'entrepreneur est appelée sur la nécessité de n'utiliser que des produits homologués pour les zones non agricoles (ZNA) mention parcs, jardins, trottoirs (PJT) ou désherbants totaux (DT) et ayant reçus la norme NF U 43-000.

3.1.3. Végétaux : plantations, force et taille

3.1.3.1. Qualité des plants

D'une façon générale, l'Entreprise se conformera pour ce qui concerne les plantes aux dispositions du cahier de charges.

Les végétaux auront dû être élevés dans des conditions de sol et de climat compatibles avec celles du lieu de plantation.

Les végétaux fournis répondront :

- Hauteur : 100-150 cm ;
- Allure du plant : port assez fourni en branches et feuillages.

Leurs spécifications (espèces variété force et modes culturaux) définies dans les pièces contractuelles, seront garanties par l'Entrepreneur. Toute modification préconisée par ce dernier devra être soumise à l'accord préalable du Maître d'Œuvre.

Les végétaux seront de premier choix et présenteront les caractéristiques requises d'une végétation saine et vigoureuse, tant du point de vue du système racinaire que des parties aériennes, avec une ramification suffisante.

Ils seront exempts de toute malformation ou lésion mécanique ou physiologique.

Les Grands sujets seront des sujets bien charpentés et branchus et conditionnés en bac, grand sac ou conteneur

Les arbustes persistants seront uniquement en mottes ou conteneurs et comporteront 3 à 5 branches principales régulièrement ramifiées. Les arbustes caducs comporteront 3 à 5 branches principales régulièrement ramifiées, avec un bon chevelu racinaire.

Les végétaux proviendront d'une pépinière qualifiée, soumise au contrôle phytosanitaire.

L'Entrepreneur soumettra au Maître d'Œuvre la ou les pépinières retenues pour la fourniture des végétaux. Une visite de pépinière pourra être effectuée par l'Entreprise en présence du maître d'œuvre pour la vérification préalable et le marquage végétaux. Les frais de déplacement

du maître d'œuvre occasionnés par cette visite, sont à inclure dans le prix de fourniture des végétaux, y compris en cas de déplacement à l'étranger.

Si la pépinière proposée ne donne pas satisfaction, les frais occasionnés par le nouveau déplacement seront également pris en charge.

La liste détaillée de tous les fournisseurs devra donc être annexée à la remise de prix de l'appel d'offres. Dans tous les cas, l'entrepreneur devra fournir la liste exacte des pépinières dans les 20 jours qui suivent la notification du marché. Le marquage effectué en pépinière pour retenir les sujets et les lots n'est pas suspensif d'une vérification ultérieure sur le lieu de plantation.

Le maître d'œuvre pourra aussi demander un échantillonnage représentatif maintenu à sa disposition pendant toute la durée des travaux.

L'échantillonnage fera l'objet d'un constat contradictoire avec description des végétaux et photos à l'appui.

3.1.3.2. Liste des végétaux :

Le tableau suivant présente les plantes dont il sera fait usage dans la réalisation des travaux.

N°	DESIGNATION	AVANTAGES	INCONVENIENTS
1. PLANTATIONS EN ALIGNEMENT			
FICUS VERT			
1.1	Nom scientifique : <i>Ficus Benjamina</i>	Plante dépolluante, apaisante et pleine d'élégance	Dépérissement en cas d'absence d'entretien
	Type de plante : Arbre d'ornement		
	Hauteur à maturité : 6-10 m		
	Largeur à maturité : 0,20-1,5 m		
	Entretien : Facile		
	Demande en eau : Moyenne		
	Système racinaire : Profond		
	Croissance : Normale		
	Climat : Chaud		
	Type de sol : Argilo-humique bien drainé		
JAMBOSIER			
1.2.	Nom scientifique : <i>Eugenia jambosa</i>	Bel arbre planté en alignement ; fruitier, médicinal ; fonction d'ombrage.	Convoitise des riverains (fruits, feuilles).
	Type de plante : Arbre d'ornement		
	Hauteur à maturité : 6-15 m		
	Largeur à maturité : 0,20-1,5 m		
	Entretien : Facile		

	Demande en eau : Moyenne		
	Système racinaire : Profond		
	Croissance : Normale		
	Climat : Chaud		
	Type de sol : Argilo-humique bien drainé		
2. REBOISEMENTS ET PLANTATIONS DES ARBRES ORNEMENTAUX			
LAURIER ROSE ET BLANC			
2.1	Nom scientifique : <i>Nérîum Oléander</i>	Arbuste fleurie à haute valeur ornementale, entretien facile	/
TROMPETTE D'OR			
2.2	Nom scientifique : <i>Tecoma Stans</i>	Arbuste fleurie à haute valeur ornementale, entretien facile	/
ORGUEUIL DE CHINE			
2.3	Nom scientifique : <i>Caesalpinia pulcherima</i>	Arbuste fleurie à haute valeur ornementale, entretien facile	/
DOUSSIER ROUGE			
2.4	Afzelia bipidensis	Bois prisé, graines comestibles	Croissance lente
AIELE			
2.5	Carnarium schweinfurthii	Variété locale et rare, Fruits comestibles, huiles essentielles et croissance rapide	Nécessite des traitements sylvicoles
CORROSOLIER			
2.6	Nom scientifique : <i>Annona muricata</i> (<i>Corossolier</i>)	Fruitier, plante médicinale, peu encombrant.	/
AVOCATIER			
2.7	Nom scientifique : <i>Persea americana</i> (<i>avocatier</i>)	Fruitier, peu encombrant.	/
PRUNIER			
2.8	Nom scientifique : <i>Pygeum africanum</i> (<i>prunier d'Afrique</i>)	Fruitier, peu encombrant, fonction d'ombrage	/
POMMIER DE MALACCA			
2.9	Nom scientifique : <i>Eugenia malaccense</i>	Fruitier, peu encombrant, fonction d'ombrage	/
ORANGER			
1.10	Nom scientifique : <i>Citrus sinensis</i>	Fruitier	Convoitise des riverains

OTOMBA AFUM			
2.11	Nom scientifique : <i>Bosqueia angolensis</i>	Ombreuse	Croissance lente

3.1.4. Tuteurs, attaches et gardes de protection :

Les tuteurs seront en bois choisis parmi les espèces présentant une bonne résistance et traités contre le pourrissement.

Leur taille sera proportionnée au végétal, le minima étant une hauteur de 1.5 mètres hors de terre pour une largeur de 4 cm.

Des attaches pourront être installées autour des arbres tiges afin de les maintenir pendant leur croissance. Celles-ci devront pouvoir être desserrées facilement et se présenteront sous la forme de sangles dites “bandes à visser” de couleur verte ou marron, perforées avec renfort central, livrées avec deux coulants par attache. A défaut des sangles, l’on pourra faire usage de fibres végétales séchées.

Des gardes de protection constitués de piquets en bois et de grillage métallique fin seront déposées autour de chaque arbre. Chaque garde vise à protéger l’arbre, des bêtes en divagation qui dévorent le feuillage.

Chaque garde de protection sera constitué de quatre piquets de dimensions 165/4/4 cm, des barres transversales (100 cm) joindront l’ensemble des piquets aux points haut et bas, afin de réunir le tout en une seule unité. Enfin, une couche de grillage métallique sera posée sur le pourtour du garde de protection.

3.1.5. Matériaux de paillages :

Le paillage se fera au moyen de copeaux de bois et ceci exclusivement. La couche de paillage aura une épaisseur moyenne de 08 cm.

3.1.6. Les unités artisanales d’arrosage par goutte à goutte :

La fabrication des unités d’arrosage par goutte à goutte se fera au moyen de contenant en plastique transparent.

L’unité d’arrosage comporte un réservoir taillé dans un galion de contenance 10 L, ainsi qu’une cloche censée recouvrir le réservoir, conçue à partir d’un galion de contenance 20 L, et enfin une mèche à succion.

3.2. MODE D’EXÉCUTION DES TRAVAUX DE PLANTATION

3.2.1. Généralités

L’Entrepreneur sera tenu pour responsable de tous les dommages que pourraient subir les bâtiments mitoyens, les ouvrages souterrains (canalisations et réseaux divers), les

revêtements des sols et des accidents qui pourraient arriver sur le chantier du fait de ces travaux, et ce, quel qu'en soit le motif.

Les prescriptions du présent CCTP ne sont nullement limitatives et l'Entrepreneur ne peut invoquer une quelconque omission pour échapper à ses obligations de parfait achèvement de travaux qui restent pleines et entières.

3.2.1.1. Ordre d'exécution des travaux de plantation

- Installation de chantier ;
- Nettoyage du site ;
- Implantation des ouvrages ;
- Travaux de préparation ;
- Encaissements complémentaires pour les massifs et fosses de plantation ;
- Décompactage des fonds de forme ;
- Mise en place de terre végétale ;
- Préparation des sols et apport d'amendements, d'engrais et de produits phytosanitaires ;
- Mise en place du paillage plastique ;
- Exécutions des plantations proprement dites ;
- Plantations de toutes les fournitures horticoles comprenant la fouille de plantation ;
- Tuteurages des grands sujets ;
- Mise en place des sur-paillages ballast et pouzzolane ;
- Travaux de parachèvement entre la fin des plantations et le constat de reprise ;
- Travaux de confortement avec garantie de reprise sur 12 mois après le constat de reprise.

3.2.1.2. Implantation des ouvrages

L'entreprise devra avant toute exécution, procéder à l'implantation des trous, fosses de plantation des massifs conformément au plan, qui seront repérés pour permettre la plantation après labours et apport de terre végétale ; cette implantation sera soumise à l'approbation du Maître d'Œuvre avant tout commencement d'exécution.

3.2.2. Implantation du projet, piquetage

L'Entrepreneur du présent marché devra les implantations nécessaires à l'exécution des travaux prévus. Ces implantations seront rattachées au piquetage général. Si des erreurs étaient faites dans les implantations, l'Entreprise en aurait la complète responsabilité et devrait éventuellement, en subir les conséquences.

Le piquetage sera exécuté par l'entrepreneur suivant le plan d'exécution validé par le maître d'œuvre et le plan de plantation du marché, matérialisant à l'aide de piquets de repérage chaque centre de fosses, et par des tracés au sol les contours de massifs et/ou les rangées d'arbustes. Il sera vérifié par le Maître d'Œuvre avant tout creusement.

3.2.3. Protection anti-rongeurs

Les arbustes se verront recevoir des protections contre les rongeurs qui se composent de manchons individuels de hauteur égale à 0,50m et de diamètre égal à 24cm, de couleur verte soutenus par 3 piquets aciers de longueur 0,80m pour chaque arbuste.

3.3. TRAVAUX PREPARATOIRES AUX PLANTATIONS

3.3.1. Ouverture des fosses de plantation et encaissements :

- Les fosses de plantation des arbres auront un volume de 0,343 m³ soit 0,7 x 0,7 x 0,7 m ;
- Les encaissements pour arbustes se feront sur 0,40 à 0,50 m de profondeur en fonction du fond de forme (naturel ou non) ;
- Les fonds de forme et les fosses seront réceptionnés par le maître d'œuvre avant mise en place de la terre végétale.

Les déblais des trous et des fosses qui ne seront pas utilisables sur le chantier seront évacués en décharge publique.

3.3.2. Décompactage et réglage du fond de forme

Ces travaux ont pour objectif d'aérer les fonds de forme avant l'apport de la terre végétale afin :

- D'améliorer la perméabilité du sol ;
- De favoriser le développement du système racinaire ;
- De faciliter la tenue de la terre végétale ;
- De supprimer le lissage de fond de forme.

Ils comporteront également l'enlèvement et l'évacuation des éléments de nature à gêner la reprise et la croissance des végétaux. Le cas échéant, certains décompactages pourront être remplacés par un compactage.

Les fonds de forme et les fosses seront réceptionnés par le maître d'œuvre avant mise en place de la terre végétale.

3.3.3. Approvisionnements et mise en place de la terre végétale

Les apports sont faits à l'aide d'engins exerçant une faible pression au sol. Les nombreux passages ne doivent pas dégrader l'état du sol.

La mise en place de terre végétale sera faite par temps sec et sur sol ressuyé afin d'éviter les dégradations dues aux passages des camions. La mise en place et la répartition des matériaux sont interrompues en cas d'intempéries.

La mise en place de la terre comprend la prestation de régalage dans les fosses et sur les surfaces aux épaisseurs requises mesurées après tassement.

Au cours de la mise en place, les terres sont débarrassées de tous les éléments indésirables, les mottes sont brisées pour éviter la formation de poches d'air.

Lorsque la plantation suit immédiatement la mise en place des terres, seul le tassement par arrosage est autorisé.

A l'issue de cette mise en place un régalage et un réglage de la surface seront réalisés de manière à présenter un aspect propre et régulier correspondant à un nivellement grosso modo avant la préparation des sols.

3.3.4. Incorporation des amendements et des engrais

Les doses et le mode d'apport sont établis en fonction des analyses et préconisations.

Ils sont soumis par l'entrepreneur à l'acceptation du maître d'œuvre.

Les amendements destinés à améliorer la qualité de la terre végétale devront obligatoirement être intimement mélangés à l'ensemble du volume de terre concerné, et en aucun cas placés en fond de fosse ou d'encaissement.

Pour les engrais mis en place par épandage, une incorporation sur la profondeur souhaitable pour la bonne action du produit concerné sera réalisée avec un engin adapté lors de la phase de préparation des sols proprement dite.

L'épandage des amendements et engrais est réalisé de manière à ne pas occasionner de dommage à la végétation existante.

L'entrepreneur fournit au maître d'œuvre tous les éléments permettant de vérifier les quantités et les qualités des amendements, engrais autres produits utilisés.

Préparation de sol

3.3.5. La préparation du sol sera réalisée avant apport de terre végétale.

Après arrachage des mauvaises herbes et passage de désherbant si nécessaire, un nettoyage du sol et un enlèvement des déchets, il sera réalisé s'il est jugé nécessaire par le maître d'œuvre :

- Un labour profond de sol à 0,50 m ;
- Un passage à la herse ou par tout autre moyen mécanique ou manuel approprié sur les surfaces à planter après incorporation des amendements, pour briser les mottes et régler grosso modo les surfaces et les raccords au terrain naturel sur plus ou moins 0,20 m ;
- Une égalisation et une finition à la herse ou au râteau, du réglage définitif des surfaces à planter, notamment pour la pose du paillage plastique (bâches).

Tous les travaux de préparation de sol seront effectués sur terrain sec. L'Entrepreneur est tenu d'avertir le Maître d'Œuvre de l'exécution de ses interventions et d'obtenir son accord pour exécuter toutes les opérations de préparation de sol.

3.4. EXÉCUTION DES PLANTATIONS

Le représentant du maître d'ouvrage et le maître d'œuvre auront tout pouvoir pour réclamer de l'Entrepreneur, le retrait du chantier des conducteurs d'engins ne respectant pas les prescriptions générales et en particulier, quant à l'ouverture et au rebouchage des trous, déchargement des végétaux, etc..., et aux jardiniers ne tenant pas compte des règles de l'art en matière de plantation, taille, etc...

Les travaux de mise en place des végétaux s'achèvent par un constat au terme des travaux de mise en place.

3.4.1. Arrachage des plants en pépinières et admission des plants

L'arrachage s'effectuera avec toutes les précautions nécessaires pour ne pas endommager les racines, fendre, écorcher ou blesser les végétaux et pour conserver le chevelu racinaire.

L'arrachage ne doit pas être effectué par vent desséchant.

Le Maître d'Œuvre aura toutes les facilités pour se rendre dans les pépinières fournissant des plantations pour contrôler l'arrachage, le transport et les mesures de protection prises au cours de ce dernier.

Le Maître d'Œuvre pourra refuser les sujets qu'il n'estimerait pas conformes aux stipulations du marché. A la livraison des végétaux, le maître d'œuvre ainsi que l'entrepreneur s'assurent de l'état sanitaire. La vérification de la conformité de la variété des végétaux s'effectue au plus tard au cours de la première période de végétation, par l'entrepreneur et le maître d'œuvre.

Les fiches et étiquettes attachées aux végétaux ne peuvent être enlevées qu'après établissements du constat contradictoires de leur conformité variétale.

L'intervalle entre l'arrachage et la plantation devra être aussi court que possible. Les racines seront enveloppées avec de la paille pour ne pas être meurtries, desséchées ou gelées au cours du transport. Si le délai entre l'arrachage et la plantation dépasse deux jours, les plants devront être mis en jauge. La jauge sera constituée à proximité du chantier et agréée par le Maître d'œuvre.

L'intervalle entre la mise en jauge et la plantation ne devra pas excéder 8 jours.

Les sujets seront livrés à racines nues, en sacs plastiques, godets ou conteneurs.

Les sujets en racines nues devront avoir reçu, de la part du pépiniériste, juste avant la livraison, un abondant arrosage. Ils seront plantés dès leur réception et dans tous les cas protégés en permanence du dessèchement par le vent et le froid. L'Entreprise ne procédera aux plantations que si elle dispose sur le chantier d'une camionnette avec cubitenaire pour arrosage des végétaux.

3.4.2. Taille et habillage

Les racines des arbres et arbustes caducs seront rafraîchies en recépant les extrémités et supprimant les parties meurtries ou desséchées, les arbres en motte subiront un habillage des racines.

On poursuivra le modelage de l'appareil racinaire en vue d'un enracinement ultérieur régulièrement réparti.

Après la taille des racines, il y aura lieu de réduire en proportion la partie aérienne en éliminant sur empatement tous les rameaux morts ou inutiles et en diminuant en général d'un tiers les branches utilisables en respectant l'équilibre qui doit exister entre elles.

Il y aura lieu de considérer qu'il s'agit essentiellement d'une taille destinée à assurer la reprise, la formation des arbres ou arbustes étant incluse dans les travaux ultérieurs de bonne tenue.

Après accord du maître d'œuvre et en fonction de l'époque de plantation certains sujets pourront être légèrement rabattus afin de favoriser la reprise et la ramification.

3.4.3. Fouilles de plantation

Le trou de plantation pour les grands sujets aura un volume de 0,064 m³ ;

Les fouilles de plantation seront incluses dans les prix liés aux plantations.

3.4.4. Plantation

Si, pour une raison climatique ou autre, un délai devait intervenir entre la phase de préparation du sol et la plantation, les surfaces à planter devront dans tous les cas être nettoyées, désherbées et aérées.

Dans tous les cas le sol devra être parfaitement propre et nivelé.

Aucune plantation ne sera réalisée en période sèche et en l'absence de moyen d'arrosage ou de citerne permettant de réaliser sans délai l'arrosage des plantations.

Les sujets seront placés de façon que la terre arrive sensiblement au niveau du collet.

Les racines seront étalées soigneusement et garnies de terre. Cette terre sera mise en place à la main, en tassant modérément pour qu'il ne subsiste pas de vide. Le trou sera ensuite rempli en piétinant doucement, surtout vers les abords, pour affermir le remblai.

En ce qui concerne les arbustes persistants, il lui est prescrit de façon impérative d'enlever les containers ou tontines en matière plastique ou autres, réputées imputrescibles.

3.4.5. Tuteurages :

Seront tuteurés : Les arbres tiges.

Au moment de la plantation, le tuteur et l'arbre seront fixés l'un à l'autre par une attache lâche.

Les arbres que l'action du vent aurait déviés seront redressés.

3.4.6. Plombage et cuvettes d'arrosage

La terre est disposée au pied de la plante en aménageant autour de celle-ci une cuvette de forme torique et non sphérique.

Après formation de la cuvette, l'entrepreneur effectue un premier arrosage qui fait partie de l'opération de plantation.

Le plombage est un tassement hydraulique destiné à combler les vides entre la terre et l'appareil radiculaire. Il est prescrit impérativement même si l'état hygrométrique du sol pourrait faire croire à son inutilité (les terres très mouillées présentent de grosses mottes que seul le plombage peut liaisonner).

Cette opération est différente des arrosages qui seront de :

- 20 litres par arbuste ;
- 100 à 200 litres par grands sujets.

3.5. ENTRETIEN

L'entretien comprend l'ensemble des prestations décrites ci-dessous pendant la période comprise entre la date de fin de plantation et la date de la réception fixée à un an après le constat de reprise des végétaux.

3.5.1. Période d'entretien : travaux de parachèvement et travaux de confortement

Elle est divisée en deux parties :

- Les travaux de parachèvement qui sont effectués après la mise en place des végétaux et jusqu'au premier constat de reprise.

- Les travaux de confortement effectués à partir du constat de reprise pendant la phase entretien afin d'assurer le développement normal des végétaux. Un deuxième constat sera donc réalisé en fin de période de confortement soit quatre mois après le premier constat de reprise (un deuxième remplacement sera effectué le cas échéant).

L'entretien a pour but de tenir propre le sol de l'ensemble des surfaces plantées, de maintenir les végétaux en bon état sanitaire, d'assurer par des façons culturales et des apports d'engrais de bonnes conditions d'installation et de développement des plantes.

Les interventions d'entretien sont décrites ci-dessous à titre indicatif et ne sont pas limitatives.

Elles seront motivées par l'entrepreneur qui proposera un planning d'entretien, mais pourront être également déclenchée, dans le cas d'urgence, sous 24 heures pour les interventions sur le réseau d'arrosage, ou sous une semaine pour le reste du chantier, et ceci à la demande écrite du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage. L'entrepreneur aura chiffré forfaitairement toutes ses interventions.

3.5.2. L'entretien des arbres et arbustes

Après la période de plantation et jusqu'à la réception de l'ouvrage, les travaux à réaliser sont :

- Arbres :
 - Façonnage de la cuvette d'ouvrage, binage et ameublissement du sol ;
 - Arrosage ;
 - Traitements phytosanitaires éventuels ;
 - Vérification du système de tuteurage ;
 - Suppression des drageons ou gourmands ;
 - Taille en vert (les déchets de coupes seront évacués en décharge)
- Arbuste, jeunes plants & mottes :
 - Façonnage de la cuvette d'ouvrage ;
 - Binage avec élimination des mauvaises herbes ;
 - Ameublissement et nivellement du sol par griffage ;
 - Arrosage ;
 - Traitements phytosanitaires éventuels,

3.5.3. Constat et garantie de reprise :

Le constat de reprise sera effectué entre suivant la conduite des travaux sur le terrain, l'équipe de projet définira les modalités pratiques à cette fin.

Les constats de reprise marquent l'achèvement des prestations de plantation. Le contrôle des plantations et le constat de reprise ont pour objet :

- D'effectuer le décompte quantitatif des végétaux ;
- De décider des végétaux qui doivent être remplacés ;
- De vérifier la pose des attaches, ligatures tuteurs et protections.

Sont considérés comme végétaux non repris :

- Les végétaux morts, endommagés, dépérissant ;
- Les végétaux fortement altérés, couronne rachitique, rameaux et charpentières dépérissant ;
- Mauvais état sanitaire, symptômes d'attaques d'insectes, champignons ou tout autre agent pathogène connus dommageable pour l'espèce ;
- Pour les arbres, lorsque plus du 1/3 des rameaux sont morts (totalité des bourgeons secs).

Les végétaux non repris seront immédiatement arrachés et évacués du chantier.

La liste des sujets à remplacer sera repérée sur un contre calque du plan de plantations remis au Maître d'Œuvre pour vérification.

Les végétaux morts ou en mauvais état seront remplacés dès le mois de novembre par des sujets de la taille immédiatement supérieure à celle du sujet remplacé.

3.5.4. Vérification du suivi d'entretien :

La date exacte des interventions prévues au planning devra être confirmée par écrit au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage au moins une semaine (sept jours ouvrables) avant cette date.

Toutes les interventions réalisées mensuellement seront consignées sur une fiche d'intervention qui précisera la (les) date(s) d'intervention(s), leur nature, le secteur concerné, la nature et la quantité de produits utilisés, les quantités d'eau apportées.

Toute intervention non prévue dans le planning d'entretien et réalisée sans accord préalable du Maître d'Ouvrage ne sera pas prise en compte et ne pourra pas être facturée.

3.5.5. Description générale des prestations d'entretien :

L'entretien a pour but de tenir propre le sol de l'ensemble des surfaces plantées, de maintenir les végétaux en bon état sanitaire, d'assurer par des façons culturales et des apports d'engrais de bonnes conditions d'installation et de développement des plantes.

Pendant toute la période d'entretien, l'Entrepreneur effectuera les travaux suivants :
Labours et binages :

L'Entreprise devra bêcher (retourner la terre sur 0,20 m et l'émietter pour lui donner un aspect régulier) au moyen d'une fourche à bêcher, le pied des arbres tiges, baliveaux, arbustes et godets forestier sur une surface de 1 m².

Ce travail sera effectué au minimum 5 fois par an, en mars, mai, juillet, septembre et novembre. On évitera soigneusement de blesser le collet et les racines du sujet.

Les binages constituent une opération destinée à détruire la croûte du sol nuisible au développement des racines et à supprimer les mauvaises herbes ou adventices mais également à favoriser une bonne aération du sol. Le nombre de binages sera tel que le sol soit en constant état de propreté sur l'ensemble des surfaces plantées.

- Arrosages : Des arrosages complémentaires pourront nécessairement être effectués d'avril à septembre. Ils seront répétés autant qu'il sera nécessaire et prolongés si cela est utile. Le bassinage des feuilles pourra être exigé en période sèche.
L'arrosage sera effectué par remplissage des bacs des unités d'arrosage par goutte à goutte.
- Traitements antiparasitaires : L'Entreprise prendra toutes précautions nécessaires pour préserver les plantations des attaques des insectes et des maladies cryptogamiques. Les travaux d'échenillage, en particulier, seront effectués par pulvérisation de produits antiparasitaires, après coupe et brûlage des bourses.
Les produits devront être au préalable agréé par le Maître d'Ouvrage, tant pour ce qui concerne la nature du produit que pour ce qui intéresse son dosage.
L'Entreprise conservera l'entière responsabilité de l'usage de ses produits.
- Taille des végétaux : Ces travaux seront effectués par des jardiniers qualifiés. La taille des arbustes se pratiquera en éliminant les vieux bois au profit des jeunes pousses et en éclaircissant le cœur du sujet. Cette opération devra respecter la forme naturelle de l'arbuste. Les modes de taille tiendront compte des catégories ci-dessous :
 - Arbres tiges : taille de formation des branches charpentières de manière à maintenir un houppier équilibré et dégagé conforme au port type de la variété ;
 - Arbustes à fleurs ;
 - Arbustes à floraison hivernale ou printanière à tailler "en vert" l'été après la floraison ;
 - Arbustes ne réclamant pas de taille mais de simples soins de toilette,

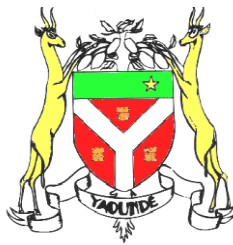
Ces travaux comprennent également l'entretien autant que nécessaire en fonction des besoins spécifiques de chaque plante, l'évacuation des détritux le jour même de l'intervention les produisant, le désherbage et le maintien en parfait état des plantations.

Pour les sujets, l'entretien des dispositifs de tuteurage avec redressement des arbres si nécessaire en évitant toute trace de ligature sur le tronc.

Lu et approuvé :

A _____, le _____

Signature :



**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS BOARD**

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
EN PROCEDURE D'URGENCE
N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 DU 29/12/2023
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE PLANTATION D'ARBRES
EN ALIGNEMENT SUR CERTAINES VOIES PRINCIPALES DE LA
VILLE DE YAOUNDE.**

FINANCEMENT: BUDGET CUY, EXERCICE 2023 ET SUIVANT

**IMPUTATION: LIGNE 221 120 (AMENAGEMENT DES JARDINS,
PLACES PUBLIQUES, ESPACES VERTS Etc.)**

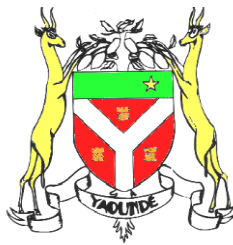
**PIÈCE N° 6: BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES
(BPU)**

Le tableau suivant présente le Cadre du Bordereau des Prix unitaires.

N° Prix	DESIGNATION DES TRAVAUX	U	Prix Unitaire en Chiffres
100. TRAVAUX PRELIMINAIRES ET TRAVAUX DE PLANTATION			
110. INSTALLATION DE CHANTIER			
111	<p>Ingénierie sociale et sensibilisation, Construction de l'abri provisoire de chantier, Fourniture et pose des plaques de chantier, élaboration du projet d'exécution : Ce prix rémunère au forfait les opérations suivantes y compris toutes sujétions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Elaboration et mise en œuvre d'un programme d'information, de communication et de sensibilisation des usagers et populations riveraines du site du projet, sur la nature du projet, les objectifs, ainsi que l'intérêt de préserver les aménagements à mettre en place dans le cadre du projet ; ✓ Ingénierie sociale tout au long du projet. ✓ Construction de l'abri provisoire de chantier constitué d (400/300 cm). ✓ Amené et le repli du matériel. ✓ Fourniture de 04 plaques de chantier (impression sur vinyle 120/200, avec son armature en bois) ; ✓ Pose des plaques de chantier ; ✓ Elaboration du projet d'exécution. <p>Soit : FCFA _____ (_____).</p>	FFT	
112	<p>Fourniture et pose des grandes plaques signalétiques. Ce prix rémunère à l'unité les opérations suivantes y compris toutes sujétions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Fourniture de 10 grandes plaques signalétiques, de dimensions 100/150 cm, avec inscrit dessus : ATTENTION TRAVAUX !!!, ainsi que le pictogramme correspondant. Les plaques sont de couleur jaune et noire ; ✓ Pose des plaques de signalétiques. <p>Soit : FCFA _____ (_____).</p>	U	
113	<p>Fourniture et pose des petites plaques signalétiques. Ce prix rémunère à l'unité les opérations suivantes y compris toutes sujétions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Fourniture de 10 petites plaques signalétiques, de dimensions 75/100 cm, avec inscrit dessus : ATTENTION TRAVAUX !!!, ainsi que le pictogramme correspondant. Les plaques sont de couleur jaune et noire ; ✓ Pose des plaques de signalétiques. <p>Soit : FCFA _____ (_____).</p>	U	
120. PREPARATIONS DES PLANTATIONS ET DIVERS			
121	<p>Désherbage initial du site : Ce prix rémunère au mètre carré les opérations suivantes y compris toutes sujétions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Désherbage initial du site ; ✓ Entassement et évacuation des herbes ; 	M ²	

	<p>✓ Y compris toutes sujétions.</p> <p>Soit : FCFA _____ (_____).</p>		
122	<p>Fourniture et implantation des piquets :</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité les opérations suivantes y compris toutes sujétions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Fabrication des piquets de 160/4/4 cm ; ✓ Pose des piquets sur le site. <p>Soit : FCFA _____ (_____).</p>	U	
123	<p>La réalisation des fosses de plantation et l'évacuation des terres compactés :</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité les opérations suivantes y compris toutes sujétions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Décompactage des sols à raison de 0,7 mètre cube par trou (70/70/70 cm, soit la longueur, la largeur et la profondeur de chaque trou) ; ✓ Evacuation des terres compactées. <p>Soit : FCFA 3500 (Trois mille cinq cent)</p>	U	
124	<p>Coulage des bordures sécuritaires autour des fosses de plantation :</p> <p>Ce prix rémunère au mètre linéaire les opérations suivantes y compris toutes sujétions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La fourniture du béton armé ; ✓ Le coffrage des bordures ; ✓ Le coulage des bordures. <p>Soit : FCFA _____ (_____).</p>	ML	
125	<p>Le regarnissage en terre végétale :</p> <p>Ce prix rémunère au mètre cube les opérations suivantes y compris toutes sujétions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Fourniture de terre végétale ; ✓ Regarnissage des terres végétales dans les fosses de plantation. <p>Soit : FCFA _____ (_____).</p>	M ³	
126	<p>Fourniture et plantation des arbres en alignement :</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité les opérations suivantes y compris toutes sujétions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La fourniture des arbres ; ✓ La plantation des arbres ; ✓ La fourniture du paillage (copeaux de bois). <p>Soit : FCFA _____ (_____).</p>	U	
127	<p>Fourniture et plantation des arbres en reboisement et plantation des arbres d'ornement au niveau des îlots :</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité les opérations suivantes y compris toutes sujétions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La trouaison ; ✓ La fourniture des arbres ; ✓ La plantation des arbres ; ✓ La fourniture du paillage (copeaux de bois). <p>Soit : FCFA _____ (_____).</p>	U	
128	<p>La fourniture et la pose des gardes de protection :</p> <p>Ce prix rémunère l'unité les opérations suivantes y compris toutes sujétions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Fourniture des gardes de protection suivant les spécifications du cahier de charge ; ✓ Pose des gardes de protection. <p>Soit : FCFA _____ (_____).</p>	U	
129	<p>La fourniture et la pose des unités d'arrosage par goutte à goutte :</p> <p>Ce prix rémunère l'unité les opérations suivantes y compris toutes sujétions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Fourniture des modules d'arrosage en matériaux de récupération (Bloc PVC) conformément au cahier de charge ; 	U	

	✓ Pose des modules d'arrosage. Soit : FCFA _____ (_____).		
200. ENTRETIEN PERMANENT DU SITE SUR 09 MOIS			
210	Désherbage du site (04 passages à raison d'une fois tous les deux mois) Ce prix rémunère au mètre carré les travaux suivants y compris toutes sujétions : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Désherbage manuel du site (bimensuel) ; ✓ Entassement des herbes et évacuations. Soit : FCFA _____ (_____).	M ²	
220	Entretien mensuel de tous les arbres : Ce prix rémunère au forfait mensuel les travaux suivants y compris toutes sujétions : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Arrosage permanent des plantations (remplissage des bacs) ; ✓ Réduction des masses foliaires si nécessaires ; ✓ Petit élagage ; ✓ Regarnissage du paillage. Soit : FCFA _____ (_____).	FFT	
230	Remplacement des plants ayant dépéris Ce prix rémunère à l'unité les travaux suivants y compris toutes sujétions : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Fourniture et plantation des arbres. Soit : FCFA _____ (_____).	U	
240	Prophylaxie et traitement phytosanitaire : Ce prix rémunère au forfait les travaux suivants y compris toutes sujétions : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Prophylaxie ; ✓ Traitement phytosanitaire des arbres après le quatrième mois d'entretien. Soit : FCFA _____ (_____).	FFT	



**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS BOARD**

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
EN PROCEDURE D'URGENCE
N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 DU 29/12/2023
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE PLANTATION D'ARBRES
EN ALIGNEMENT SUR CERTAINES VOIES PRINCIPALES DE LA
VILLE DE YAOUNDE.**

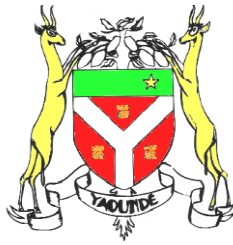
FINANCEMENT: BUDGET CUY, EXERCICE 2023 ET SUIVANT

**IMPUTATION: LIGNE 221 120 (AMENAGEMENT DES JARDINS,
PLACES PUBLIQUES, ESPACES VERTS Etc.)**

**PIÈCE N° 7: DETAILS QUANTITATIFS ET
ESTIMATIFS (DQE)**

Le tableau suivant présente le Cadre du Détail Quantitatif et Estimatif.

N° Prix	DESIGNATION DES TRAVAUX	U	QUTE	P. U	P. T
100. TRAVAUX PRELIMINAIRES ET TRAVAUX DE PLANTATION					
110 INSTALLATIONS DE CHANTIER					
111	Ingénierie sociale et sensibilisation, Construction de l'abri provisoire de chantier, Fourniture et pose des plaques de chantier, élaboration du projet d'exécution	FFT	01		
112	Fourniture et pose des grandes plaques signalétiques.	U	08		
113	Fourniture et pose des petites plaques signalétiques.	U	08		
120. PREPARATIONS DES PLANTATIONS ET DIVERS					
121	Désherbage initial du site :	M²	40 000		
122	Fourniture et implantation des piquets :	U	2900		
123	La réalisation des fosses de plantation et l'évacuation des terres compactés	U	1200		
124	Coulage des bordures sécuritaires autours des fosses de plantation	ML	3360		
125	Le regarnissage en terre végétale	M³	500		
126	Fourniture et plantation des arbres en alignement	U	1200		
127	Fourniture et plantation des arbres en reboisement et la plantation des arbres d'ornement au niveau des ilots	U	1600		
128	La fourniture et la pose des gardes de protection	U	1200		
129	La fourniture et la pose des unités d'arrosage par goutte à goutte	U	1200		
SOUS-TOTAL TRAVAUX PRELIMINAIRES HT					
200. ENTRETIEN PERMANENT DU SITE SUR 09 MOIS					
210	Désherbage du site (04 passages à raison d'une fois tous les deux mois)	M²	4*40 000		
220	Entretien mensuel de tous les arbres (09 passages)	FFT	01		
230	Remplacement des plants ayant dépéris	U	300		
240	Prophylaxie et traitement phytosanitaire	FFT	01		
SOUS-TOTAL ENTRETIEN HT					
TOTAL GENERAL HT					
TVA (19 ;25 %)					
AIR (2,2 ou 5,5 %)					
TOTAL TTC					
NET A MANDATER					



**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS BOARD**

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
EN PROCEDURE D'URGENCE
N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 DU 29/12/2023
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE PLANTATION D'ARBRES
EN ALIGNEMENT SUR CERTAINES VOIES PRINCIPALES DE LA
VILLE DE YAOUNDE.**

FINANCEMENT: BUDGET CUY, EXERCICE 2023 ET SUIVANT

**IMPUTATION: LIGNE 221 120 (AMENAGEMENT DES JARDINS,
PLACES PUBLIQUES, ESPACES VERTS Etc.)**

PIÈCE N° 8: CADRE DU SOUS-DETAIL DES PRIX

Comme indiqué à l'article 8 du Règlement Général de l'Appel d'Offres, le cadre de décomposition donné ci-dessous l'est à titre indicatif. Il est donc permis au soumissionnaire de joindre à son offre la décomposition que ses outils d'étude de prix lui permettent d'obtenir pour chaque lot.

L'attention du soumissionnaire est néanmoins attirée sur le fait que les tableaux qu'il présentera doivent comporter au moins tous les renseignements demandés et qu'ils doivent être présentés de manière au moins aussi lisible. Dans le cas contraire, il sera tenu de compléter les tableaux dont les modèles sont joints.

Le soumissionnaire devra présenter son sous détail comportant les éléments suivants :

- a. Détail du coefficient de vente suivant le modèle présenté après la présente note ;
- b. Coût en prix secs des matériels prévus pour le chantier ;
- c. Coût en prix secs des fournitures nécessaires au chantier ;
- d. Coût de la main d'œuvre locale ;
- e. Pour chaque prix du bordereau, une fiche issue des points 1, 2, 3 et 4 susvisés, indiquant les rendements conduisant aux prix unitaires ;
- f. Le sous détail précis des forfaits d'installation du camp de base, d'amenée et de retour du matériel, du laboratoire et ses équipements, d'aménagement d'une carrière (le cas échéant), etc. ;
- g. Le sous détail précis des forfaits d'aménagement, d'entretien des locaux et de fourniture des moyens mis à la disposition de l'Administration ;
- h. Le sous détail des impôts et taxes.

Le modèle de cadre du sous détail des prix ci-après pourra servir de base :

SOUS-DETAIL DE PRIX				
DESIGNATION :				
N° PRIX	Rendement journalier	Quantité totale	Unité	Durée activité
	CATEGORIE	Salaire Journalier	Jours facturés	Montant
MAIN D' ŒUVRE				
	TOTAL A			
MATERIEL ET ENGINS	TYPE	Taux Journalier	Jours facturés	Montant

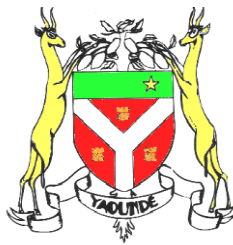
	TOTAL B			
PRODUITS				
	TOTAL C			
D	TOTAL COUTS DIRECTS A+B+C			
E	Frais généraux de chantier	%	= D x %	
F	Frais généraux de siège	%	= D x %	
G	COUT DE REVIENT	-	= D+E+F	
H	Risques et Benefices	%	= G x %	
P	PRIX DE VENTE HORS TAXES		= G+H	
V	PRIX VENTE UNITAIRE HORS TAXES		= P/Quantité	

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

DEPARTEMENT DE MFOUNDI

COMMUNAUTE URBAINE
DE YAOUNDE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work – Fatherland

MFOUNDI DIVISION

YAOUNDE CITY
COUNCIL

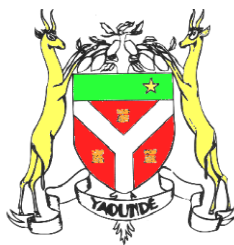
**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS BOARD**

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
EN PROCEDURE D'URGENCE
N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 DU 29/12/2023
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE PLANTATION D'ARBRES
EN ALIGNEMENT SUR CERTAINES VOIES PRINCIPALES DE LA
VILLE DE YAOUNDE.**

FINANCEMENT: BUDGET CUY, EXERCICE 2023 ET SUIVANT

**IMPUTATION: LIGNE 221 120 (AMENAGEMENT DES JARDINS,
PLACES PUBLIQUES, ESPACES VERTS Etc.)**

PIÈCE N°9: MODELE DE MARCHE



COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES INTERNAL TENDERS BOARD

MARCHE N° _____/M/MVY/CIPM/2023

PASSEE APRES APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE
D'URGENCE N° 054/AONO/CUY/CIPM/2023 DU 29/12/2023 POUR L'EXECUTION
DES TRAVAUX DE PLANTATION D'ARBRES EN ALIGNEMENT LE LONG DE
CERTAINES VOIES PRINCIPALES DE LA VILLE DE YAOUNDE

MAITRE D'OUVRAGE : LE MAIRE DE LA VILLE DE YAOUNDE

TITULAIRE : NOM DE L'ENTREPRISE

Adresse (BP, Tél, et fax)

N° Contribuable : _____

N° Compte bancaire : _____

OBJET : Travaux de plantation d'arbres en alignement le long de certaines voiries
principales de la Ville de Yaoundé.

LIEU : Yaoundé

DUREE D'EXECUTION : Douze (12) mois

MONTANTS :

Total HTVA	FCFA
TVA (19,25%)	FCFA
Montant TTC	FCFA
IR (2,2%)	FCFA
Montant à mandater	FCFA

FINANCEMENT : Budget de la CUY, Exercices 2023 et suivants

IMPUTATION : Ligne 221 120 ; OUSCRIT, LE : _____

SIGNE, LE : _____

NOTIFIE, LE : _____

ENREGISTRE, LE : _____

ENTRE,

**La Mairie de la Ville de Yaoundé, représentée par LE MAIRE DE LA VILLE DE
YAOUNDE, ci – après dénommé « Le Maitre d’Ouvrage »**

D’une part,

Et

L’ENTREPRISE : NOM DE L’ENTREPRISE

Adresse (BP, Tél, et fax)

N° Contribuable : _____

N° Compte bancaire : _____

Représentée par Monsieur _____ son Directeur Général, ci –
après dénommé « **Le Cocontractant** »

D’autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Sommaire

Titre I Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Titre II: Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Titre III : Bordereau des Prix Unitaires (BPU)

Titre IV : Détail Quantitatif et Estimatif (DQE)

Page Et Dernière du marché Passée après Appel d'Offres National Ouvert en
procédure d'urgence N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 DU 29/12/2023
pour l'exécution des travaux de plantation d'arbres en alignement le long de certaines voies
principales de la ville de Yaoundé.

Avec _____,

DUREE D'EXECUTION : Douze (12) mois

Montant du marché en FCFA :

Total HTVA	FCFA
TVA (19,25%)	FCFA
Montant TTC	FCFA
IR (2,2%)	FCFA
Montant à mandater	FCFA

VISAS ET SIGNATURES

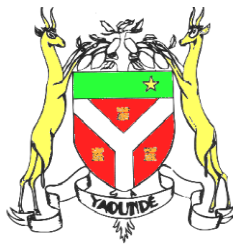
Lu et accepté par le Cocontractant

Yaoundé le : _____

Signé par le Maire de la Ville de Yaoundé,

Yaoundé le : _____

ENREGISTREMENT



**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS BOARD**

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
EN PROCEDURE D'URGENCE
N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 DU 29/12/2023
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE PLANTATION D'ARBRES
EN ALIGNEMENT SUR CERTAINES VOIES PRINCIPALES DE LA
VILLE DE YAOUNDE.**

FINANCEMENT: BUDGET CUY, EXERCICE 2023 ET SUIVANT

**IMPUTATION: LIGNE 221 120 (AMENAGEMENT DES JARDINS,
PLACES PUBLIQUES, ESPACES VERTS Etc.)**

**PIÈCE N°10: FORMULAIRES ET MODELES A
UTILISER**

Le soumissionnaire devra compléter et présenter avec sa soumission, le modèle de soumission en conformité avec les dispositions contenues dans le Dossier d'Appel d'Offres.

Il doit fournir une caution de soumission, soit en utilisant le modèle présenté dans cette pièce soit en utilisant un autre modèle acceptable par le Maître d'Ouvrage, conformément à l'article 17.2 du RGAO. Le projet de marché doit inclure toutes les corrections ou les modifications apportées l'offre retenue résultant des corrections des erreurs, conformément article 30.2 du RGAO, de l'actualisation du prix en application, le cas échéant, de l'Article 11.4 du RGAO du fait de la durée de l'évaluation des offres, du choix d'une offre alternative, de acceptable de variations jugées acceptable ou tout autre modification mutuellement acceptable et permise par le Dossier d'Appel d'Offre, tel qu'un changement dans le personnel de cadre, de sous-traitant du programme d'exécution des travaux, etc.

Compte tenu de la grande diversité observée dans les logiciels utilisés par l'entreprise, les plannings sont surtout encadrés. Le fond (informatiques requises) primant ici sur la forme (présentation)

.

TABLE DES MODÈLES

ANNEXE N° 1 : DÉCLARATION D'INTENTION DE SOUMISSIONNER	100
ANNEXE N°2 : MODÈLE DE SOUMISSION	101
ANNEXE N°3 : MODÈLE DE CAUTION DE SOUMISSION	102
ANNEXE N°4 : MODÈLE DE CAUTIONNEMENT DÉFINITIF	103
ANNEXE N° 5 : MODÈLE DE CAUTION D'AVANCE DE DÉMARRAGE	105
ANNEXE N°6: MODÈLE DE CAUTION DE RETENUE DE GARANTIE	106
ANNEXE N°7 : CADRE DU PLANNING	108

ANNEXE N° 1 : DÉCLARATION D'INTENTION DE SOUMISSIONNER

Je soussigné, _____

Nationalité : _____

Domicile : _____

Fonction : _____

En vertu de mes pouvoirs de Directeur Général, après avoir pris connaissance du Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence n° *[indiquer la nature de la prestation]*.

Déclare par la présente, l'intention de soumissionner pour cet Appel d'Offres.

Fait à _____ le _____

Signature, nom et cachet du Soumissionnaire

ANNEXE N°2 : MODÈLE DE SOUMISSION

Je soussigné, _____, Représentant la Société l'entreprise ou le groupement _____, dont le siège social est à inscrit au registre du commerce de _____ sous le n° _____

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au dossier d'Appel d'Offre National Ouvert en procédure d'urgence N° _____ AONO/CUY/CIPM/20 _____ du _____ 20 _____, pour l'exécution des travaux de plantation d'arbres en alignement le long de certaines voies principales de la ville de Yaoundé.

- Après m'être personnellement rendu compte de la situation des lieux et avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité, la nature et la difficulté des travaux à effectuer.
- Remets, revêtus de ma signature, le bordereau des prix unitaire ainsi que le devis estimatif établis conformément aux cadres figurant dans le Dossier d'Appel d'Offre.
- Me soumetts et m'engage à exécuter les travaux conformément au dossier d'Appel d'Offre, moyennant le prix que j'ai établi moi-même pour nature d'Ouvrage, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre à _____ (en chiffre et en lettre) francs CFA Hors TVA, et à _____ (En chiffre et en lettre), francs CFA Toutes taxes comprises. ;
- M'engage à exécuter les travaux dans le délai de _____ mois ;
- M'engage en outre à maintenir mon offre dans le délai dejours à compter de la date limite de remise des offres.
- Les rabais et les modalités d'application desdits rabais sont les suivantes (en cas de possibilité d'attribution de plusieurs lots) ;

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues par lui au titre du présent marché en faisant donner crédit au compte n° _____ ouvert au nom de _____ auprès de la banque _____ Agence de _____

Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait _____ à _____ le _____

Signature _____ de _____ En qualité _____ de _____ dûment autorisé à signer les soumissions pour et au nom de _____

ANNEXE N°3 : MODÈLE DE CAUTION DE SOUMISSION

Adressé à [indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse], « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que l'entreprise _____ ci-dessous désignée « le soumissionnaire », a soumis son offre en date du _____ pour [rappeler l'objet de l'Appel d'Offres], ci-dessous désignée « l'offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalent à [indiquer le montant] Francs CFA,

Nous _____ [Nom et adresse de la banque]

Représentée par _____ [Noms des signataires],
ci-dessous

Désignée « la banque », déclarons garantir le paiement au Maître d'Ouvrage de la somme maximale de [indiquer le montant] Francs CFA, que la banque s'engage à régler intégralement au Maître d'Ouvrage, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

Si le soumissionnaire retire l'offre pendant la période de validité spécifiée par lui sur l'acte de soumission ; Ou

Si le soumissionnaire, s'étant vu notifier l'attribution du marché par le Maître d'Ouvrage pendant la période de validité :

- a. Manque à signer ou refuse de signer le marché, alors qu'il est requis de le faire ;
- b. Manque à fournir ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché (cautionnement définitif), comme prévu dans celui-ci.

Nous nous engageons à payer le Maître d'Ouvrage un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d'Ouvrage soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande le Maître d'Ouvrage notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera qu'elle(s) condition(s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par le Maître d'Ouvrage pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande du Maître d'Ouvrage tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

À _____ le _____

Signature de la banque

ANNEXE N°4 : MODÈLE DE CAUTIONNEMENT DÉFINITIF

Banque :

Référence	de	la	caution	N°
-----------	----	----	---------	----

Adressé à [indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse], Cameroun, ci-dessous désigné « **le Maître d'Ouvrage** »

Attendu que : [nom et adresse de l'entreprise], ci-dessous désigné « l'entrepreneur », s'est engagé, en exécution du marché désigné « le marché » à réaliser [indiquer la nature des travaux]

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que l'entrepreneur remettra au Maître d'Ouvrage un cautionnement définitif, d'un montant égal à 4% du montant de la tranche du marché correspondante, comme garantie de l'exécution de ses conditions de bonne fin conformément aux conditions du marché,

Attendu que nous avons convenu de donner à l'entrepreneur ce cautionnement,

Nous, _____ [nom et adresse de banque] représenté par _____ [nom des signataires], ci-dessous désignés « la banque », nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que l'entrepreneur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de _____ en chiffres et en lettres].

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif entre en vigueur dès sa signature et dès notification à l'entrepreneur, par le Maître d'Ouvrage, de l'approbation du marché. Elle sera libérée dans un délai de 60 jours à compter de la date de réception provisoire des travaux.

Après cette date, la caution deviendra sans objet et devra nous être retournée sans demande expresse de notre part.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque à _____ le

Signature de la banque

ANNEXE N° 5 : MODÈLE DE CAUTION D'AVANCE DE DÉMARRAGE

Banque : _____ référence, _____ adresse _____

Nous soussignés (banque, adresse), déclarons par la présente garantir, pour le compte de : _____ [le titulaire], au profit de Maître d'Ouvrage [Adresse du Maître d'Ouvrage] (« le bénéficiaire »)

Le paiement, sans contestation et dès réception de la première demande écrite du bénéficiaire, déclarant que _____ [le titulaire] ne s'est pas acquitté de ses obligations, relatives au remboursement de l'avance de démarrage selon les conditions du marché _____ du _____ relatif à l'exécution des travaux de plantation d'arbres en alignement le long de certaines voies principales de la ville de Yaoundé, de la somme totale maximum correspondant à l'avance de vingt (20)% du montant Toutes Taxes Comprises du marché n _____ payable dès la notification de l'ordre de service correspondant, soit _____ francs CFA

La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet dès réception des parts respectives de cette avance sur les comptes de [Le titulaire] ouvert auprès de la banque _____ sous le n° _____

Elle restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance conformément à la procédure fixée par le CCAP. Toutefois, le montant de la caution sera réduit proportionnellement au remboursement de l'avance au fur et à mesure de son remboursement.

La loi et la juridiction applicables à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

Signé et authentifié par la banque _____ à _____ le _____

Signature de la banque

ANNEXE N°6 : MODÈLE DE CAUTION DE RETENUE DE GARANTIE

Banque _____

Référence de la Caution : N° _____

Adressée [*indiquer le Maître d'Ouvrage*] [*Adresse du Maître d'Ouvrage*] Ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que _____ *nom et adresse de l'entreprise*, Ci-dessous désigné « l'entrepreneur », s'est engagé, en exécution du marché, à réaliser les travaux de [*indiquer l'objet des travaux*]

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que la retenue de garantie fixée à 5% du montant du marché peut être remplacée par une caution solidaire.

Attendu que nous avons convenu de donner à l'entrepreneur cette caution, Nous, _____ [*Nom et adresse de banque*], représentée par _____ [*noms des signataires*], et ci-dessous désignée « la banque »,

Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à l'égard du Maître d'Ouvrage, au nom de l'entrepreneur, pour un montant maximum de _____ [*en chiffre et en lettres*], correspondant à 5% du montant du marché.

Et nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que l'entrepreneur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels ou qu'il se trouve débiteur du Maître d'Ouvrage au titre du marché modifié le cas échéant par ses avenant, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute(s) somme(s) dans les limites du montant égal à [*pourcentage inférieur à 5% à préciser*] du montant cumulé des travaux figurant dans le décompte définitif, sans que le Maître d'Ouvrage ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu de la présente garantie et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès signature. Elle sera libérée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception définitive des travaux, et sur mainlevée par le Maître d'Ouvrage.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

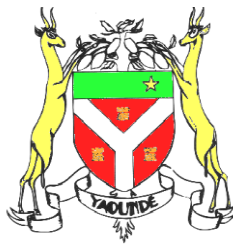
La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque _____ à _____ le _____

Signature de la banque

ANNEXE N°7 : CADRE DU PLANNING

Mois Activités	1	2	3	---	11	12



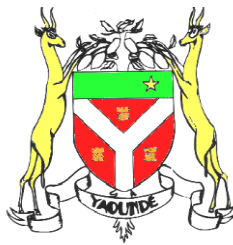
**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS BOARD**

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
EN PROCEDURE D'URGENCE
N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 DU 29/12/2023
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE PLANTATION D'ARBRES
EN ALIGNEMENT SUR CERTAINES VOIES PRINCIPALES DE LA
VILLE DE YAOUNDE.**

FINANCEMENT: BUDGET CUY, EXERCICE 2023 ET SUIVANT

**IMPUTATION: LIGNE 221 120 (AMENAGEMENT DES JARDINS,
PLACES PUBLIQUES, ESPACES VERTS Etc.)**

**PIÈCE N°11 : JUSTIFICATIFS DES ETUDES
PREALABLES.**



**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS BOARD**

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
EN PROCEDURE D'URGENCE
N°054/AONO/CUY/CIPM/2023 DU 29/12/2023
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE PLANTATION D'ARBRES
EN ALIGNEMENT SUR CERTAINES VOIES PRINCIPALES DE LA
VILLE DE YAOUNDE.**

FINANCEMENT: BUDGET CUY, EXERCICE 2023 ET SUIVANT

**IMPUTATION: LIGNE 221 120 (AMENAGEMENT DES JARDINS,
PLACES PUBLIQUES, ESPACES VERTS Etc.)**

**PIÈCE N°12 : LISTE DES ÉTABLISSEMENTS
BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS
AUTORISES A ÉMETTRE DES CAUTIONS DANS
LE CADRE DES MARCHES PUBLICS**

La liste des établissements bancaires ou organismes financiers agréés de premier rang à produire les garanties et cautions dans le cadre des Marchés Publics et conformément à l'article 70 du Code des Marchés Publics relative au cautionnement des marchés est la suivante :

I) BANQUES

1. Afriland First Bank,
2. BANGE Bank Cameroun (BANGE CMR)
3. Banque Atlantique du Cameroun (BACM),
4. Banque Camerounaise des petites et moyennes entreprises (BC-PME) ;
5. Banque Gabonaise pour le financement international (BGFI BANK) ;
6. Banque Internationale pour le Commerce, l'Epargne et le Crédit (BICEC),
7. Citi bank Cameroun (CIT-C);
8. Commercial Bank of Cameroon (C B C);
9. Crédit Communautaire d'Afrique-Bank;
10. Ecobank Cameroun ;
11. National Financial Credit Bank, (NFC);
12. Regional Bank;
13. Société Camerounaise de Banque (SCB) ;
14. Société Générale du Cameroun (S G C),
15. Standard Chartered Bank Cameroun (SCBC),
16. Union Bank of Cameroon (U B C),
17. United Bank of Cameroun (UBA),

II- COMPAGNIES D'ASSURANCES

18. Activa Assurances ;
19. Aréa Assurance S.A.
20. Atlantique Assurances S.A.
21. Chanas Assurances
22. CPA S.A.
23. NSIA Assurances S.A.
24. Pro Assur S.A.
25. Prudential Beneficial general Insurance ;
26. Royal Onyx Insurance Cie ;
27. SAAR S.A.
28. Sanlam Assurances cameroun .
29. Zénith Insurances